



Pays Fléchois  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

# *RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES*

*Support D'ACCOMPAGNEMENT  
Au Débat d'orientations Budgétaires 2022*

*Commission des Finances du 3 février 2022*

*Conseil Communautaire du 24 février 2022*

072-247200348-20220224-DAG220224D001-DE

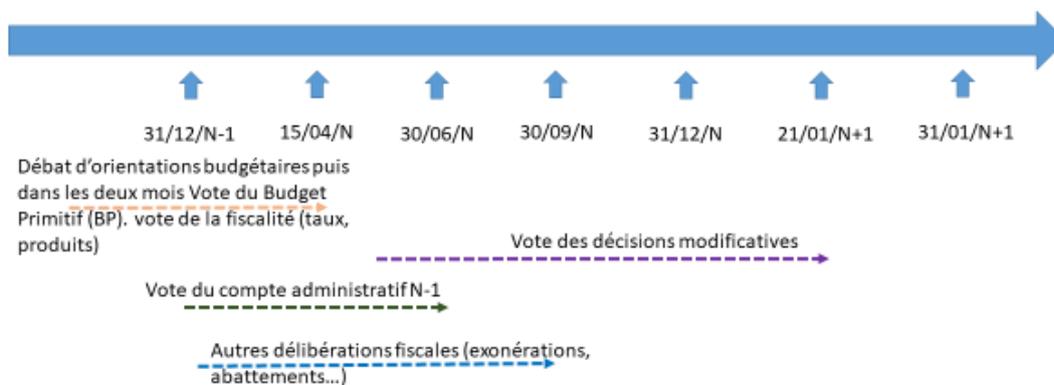
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2022

## INTRODUCTION :

✓ Si l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel (BP : budget primitif), leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions.

### LE CALENDRIER BUDGETAIRE ET FISCAL

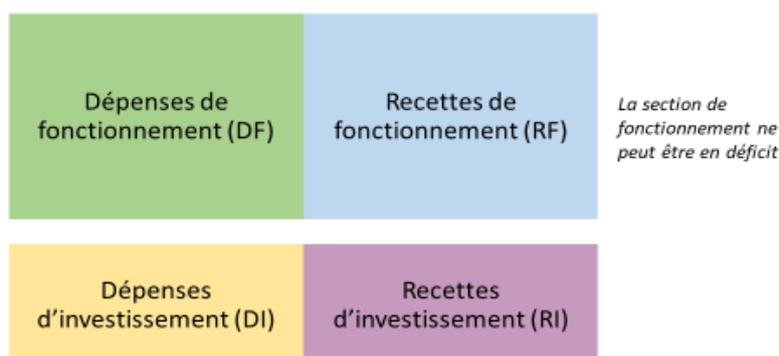


✓ La loi du 6 février 1992 a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus (et par extension aux intercommunalités comprenant une de ces communes), l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget (D.O.B.) dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci par l'assemblée délibérante. Le D.O.B doit concerner le budget principal et les budgets annexes.

✓ L'un des objectifs du D.O.B est de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée sur l'avenir de la collectivité à court et moyen terme. Le R.O.B. (rapport d'orientation budgétaire) est donc un outil pédagogique permettant de partager des informations utiles au débat. Il donne notamment la possibilité de s'exprimer sur la situation financière. Il n'existe aucune obligation de forme, son contenu varie en fonction de chaque collectivité et il n'a pas de caractère décisionnel. La loi NOTRe a notamment rappelé les principes du DOB et institué l'obligation de fournir des éléments sur la dette et le personnel, ce qui était déjà institué dans le support de la communauté de communes du Pays fléchois depuis de nombreuses années.

✓ Schéma synthétique d'un budget

Présentation synthétique de la structure d'un budget



Les Recettes de fonctionnement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
013	Atténuations de charges	
70	Produits des services, du domaine et ventes...	facturation particuliers, mise a disposition de personnel budgets annexes, CCPF ...
73	Impôts et taxes	impôts locaux, droit de place, taxe sur electricité, droits de mutation...
74	Dotations et participations	Etat, CAF...
75	Autres produits de gestion courante	loyers logements, entreprises...
Total des recettes de gestion courante		
76	Produits financiers	fonds de soutien emprunts structurés
77	Produits exceptionnels	indemnités assurances, cessions d'actifs...
Total des recettes réelles de fonctionnement		RRF
042	<i>Opé d'ordre de transfert entre sections</i>	amortissement des subventions de biens amortis
<i>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</i>		ROF
Total de la section		

Les dépenses de fonctionnement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
011	Charges à caractère général	achat matières fournitures services (articles 60... ; 61... ; 62...)
012	Charges de personnel et frais assimilés	articles (63... ; 64...)
014	Atténuations de produits	dégrèvement de fiscalité
65	Autres charges de gestion courante	indemnités élus et subventions (associations, caisse des écoles, ccas, écoles privées...)
Total des dépenses de gestion courante		
66	Charges financières	intérêt de la dette
67	Charges exceptionnelles	dont subvention au budget annexe le kid
68	Dotations aux provisions	
Total des dépenses réelles de fonctionnement		DRF
042	<i>Opé d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>autofinancement minimum réglementaire (amortissement de certains biens)</i>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>autofinancement complémentaire</i>
<i>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</i>		DOF
Total de la section		

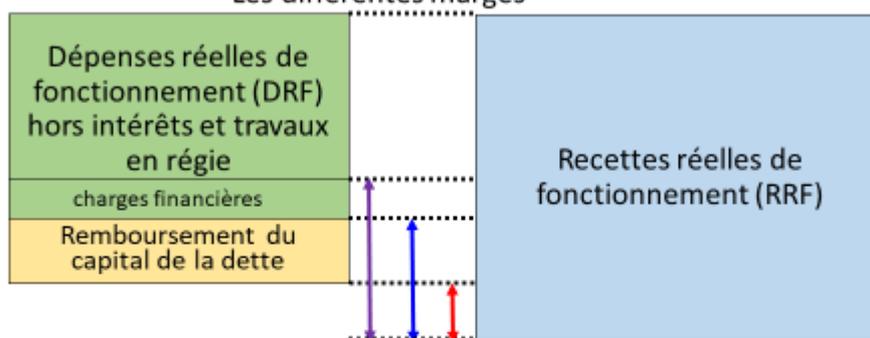
## Les recettes d'investissement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
13	Subventions d'investissement	Europe, Etat, région, département...
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	
<b>Total des recettes d'équipement</b>		
10	Dot fonds divers et réserves	FCTVA (remb partie tva sur investissement)
1068	Excédents de fonct capitalisés	couverture résultat d'investissement déficitaire n-1
165	Dépôts et cautionnements reçus	
27	Autres immo financières	
024	Produits des cessions d'immobilisations	
<b>Total des recettes financières</b>		
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		DRI
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	
040	<i>Opé d'ordre de transfert entre sections</i>	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	opération d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (avance sur marché...)
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		DOI
Total de la section		

## Les dépenses d'investissement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	études, logiciels...
204	Subventions d'équipement versées	subventions d'investissement payées
21	Immobilisations corporelles	ordinateurs, matériels, véhicules, terrains, constructions...
23	Immobilisations en cours	immobilisation en cours : constructions d'immeubles, réseaux, aménagements...
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		
16	Emprunts et dettes assimilées	remboursement capital de la dette
27	Autres immobilisations financières	créance sur autres établissements (gaillardière en attente de passer en subvention)
<b>Total des dépenses financières</b>		
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		DRI
040	<i>Opé d'ordre de transfert entre sections</i>	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	opération d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (avance sur marché...)
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		DOI
Total de la section		

### Les différentes marges



**Épargne de gestion** : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers =  $RRF - (DRF - \text{intérêts} - \text{travaux en régie})$

**Épargne brute** : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie =  $\text{épargne de gestion} - \text{charges d'intérêts}$ . Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

**Épargne nette** : elle correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette. =  $RRF - DRF - \text{remboursement du capital}$

## 1ère Partie : LE CONTEXTE NATIONAL

### ❖ LOI DE FINANCES 2022 DANS UN CONTEXTE EXCEPTIONNEL

✓ La loi de finances pour 2022 poursuit la mise en œuvre du plan de relance, qui a pour objectif le retour de la croissance économique et l'atténuation des conséquences économiques et sociales de la crise. Elle a été publiée au Journal officiel du 30 décembre 2021. Pour accélérer et amplifier la reprise d'activité, l'État propose un plan de plus de 100 milliards dont 70 milliards devaient être engagés en 2021 et 12,4 milliards sont reportés en 2022. Il soutiendra notamment en priorité la transition écologique et le verdissement de l'économie ainsi que la cohésion et la compétitivité.

✓ Après une baisse de 8 % en 2020, la banque de France estime en décembre 2021, le PIB de 2021 en hausse de 6,7 % et prévoit une hausse de 3,6 % en 2022.

✓ Le déficit public 2022 serait de 5 %, contre 7 % en 2021.

✓ Le déficit commercial 2021 s'établit à 84,7 milliards et pourrait avoisiner les 100 milliards en 2022.

✓ La dette publique s'établit à 116,3% du PIB au 3ème trimestre 2021 et pourrait baisser à 113,5% de PIB en 2022.

✓ L'augmentation des prix à la consommation hors tabac, estimée à 0.7% en 2021, s'élève en réalité sur un an à + 2,8 % et devrait s'établir à 2,7 % pour 2022.

✓ La DGF du bloc communal versée par l'Etat reste stable en 2022 à 18,3 milliards.

✓ La modification du calcul des indicateurs financiers des collectivités territoriales va impacter le calcul des différentes dotations perçues par les collectivités territoriales. L'impact de cette modification est encore neutralisé pour 2022.

# 2ème Partie : L'ENVIRONNEMENT de la CC DU PAYS FLECHOIS

## ❖ LA POPULATION

### POP T1 - Population en historique depuis 1968

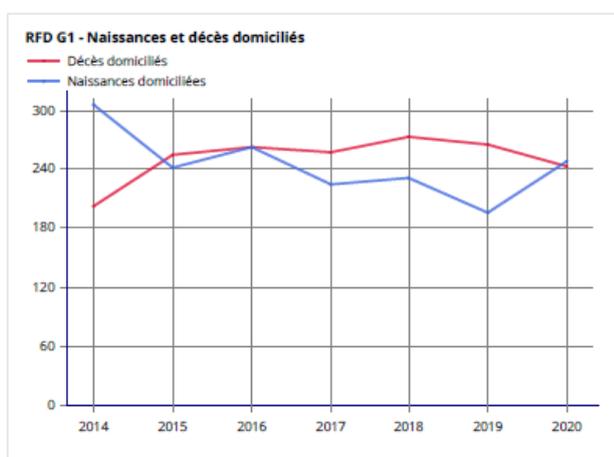
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	22 600	23 088	23 475	23 738	24 360	26 492	27 062	27 002
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	67,2	68,7	69,8	70,6	72,5	78,8	80,5	80,3

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2021.

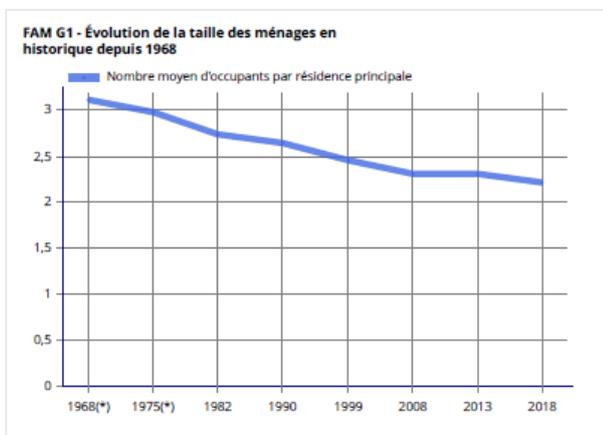
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2018 exploitations principales.

### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2021.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968

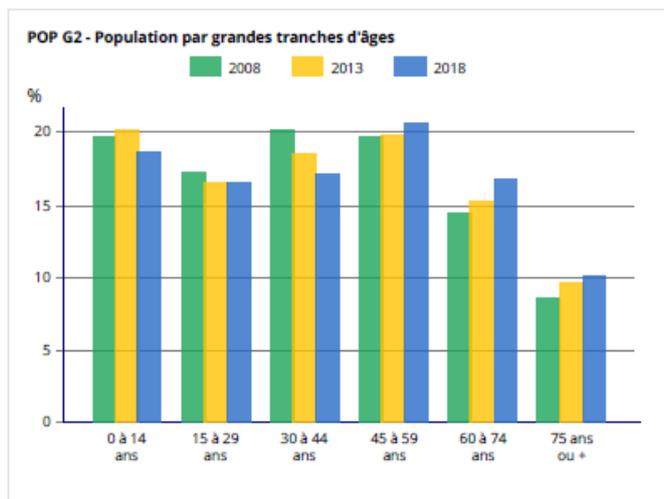


(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2021.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2018 exploitations principales.

### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

## FAM T1 - Ménages selon leur composition

	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2008	%	2013	%	2018	%	2008	2013	2018
<b>Ensemble</b>	<b>11 113</b>	<b>100,0</b>	<b>11 457</b>	<b>100,0</b>	<b>11 851</b>	<b>100,0</b>	<b>25 692</b>	<b>26 403</b>	<b>26 276</b>
<b>Ménages d'une personne</b>	<b>3 357</b>	<b>30,2</b>	<b>3 591</b>	<b>31,3</b>	<b>4 138</b>	<b>34,9</b>	<b>3 357</b>	<b>3 591</b>	<b>4 138</b>
Hommes seuls	1 451	13,1	1 579	13,8	1 869	15,8	1 451	1 579	1 869
Femmes seules	1 906	17,2	2 011	17,6	2 269	19,1	1 906	2 011	2 269
<b>Autres ménages sans famille</b>	<b>155</b>	<b>1,4</b>	<b>174</b>	<b>1,5</b>	<b>108</b>	<b>0,9</b>	<b>402</b>	<b>466</b>	<b>244</b>
<b>Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :</b>	<b>7 601</b>	<b>68,4</b>	<b>7 692</b>	<b>67,1</b>	<b>7 605</b>	<b>64,2</b>	<b>21 933</b>	<b>22 347</b>	<b>21 894</b>
Un couple sans enfant	3 652	32,9	3 590	31,3	3 521	29,7	7 451	7 287	7 119
Un couple avec enfant(s)	3 204	28,8	3 288	28,7	3 082	26,0	12 509	12 893	12 118
Une famille monoparentale	745	6,7	814	7,1	1 002	8,5	1 973	2 167	2 657

Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2021.

## FAM G5 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2018



Sources : Insee, RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021.

## ❖ LE LOGEMENT

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

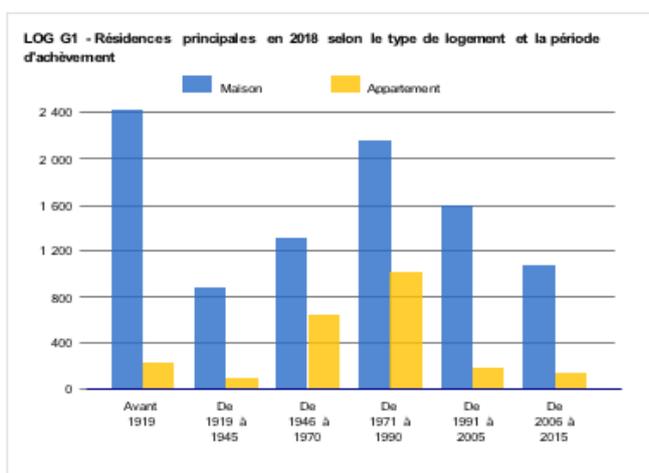
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Ensemble	7 783	8 640	9 811	10 462	11 075	12 480	12 850	13 356
Résidences principales	7 004	7 533	8 372	8 819	9 770	11 132	11 424	11 866
Résidences secondaires et logements occasionnels	333	537	587	784	625	493	424	442
Logements vacants	446	570	852	859	680	855	1 002	1 049

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2021.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 au RP2018 exploitations principales.

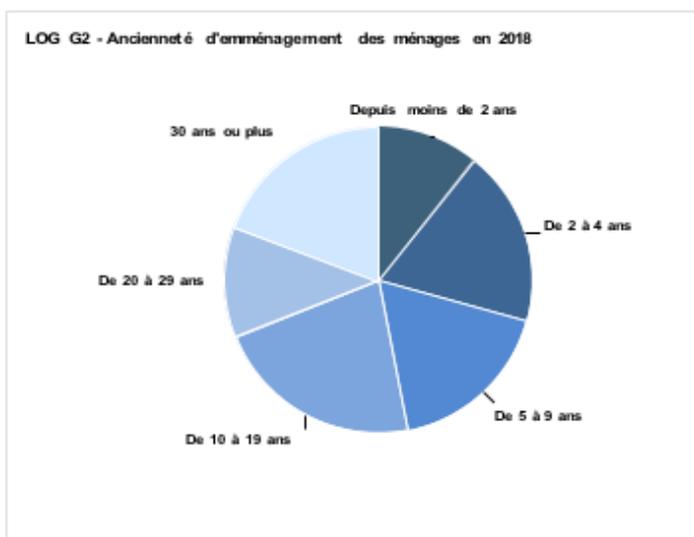
### LOG G1 - Résidences principales en 2018 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2016.

Source : Insee, RP2018 exploitation principale, géographie au 01/01/2021.

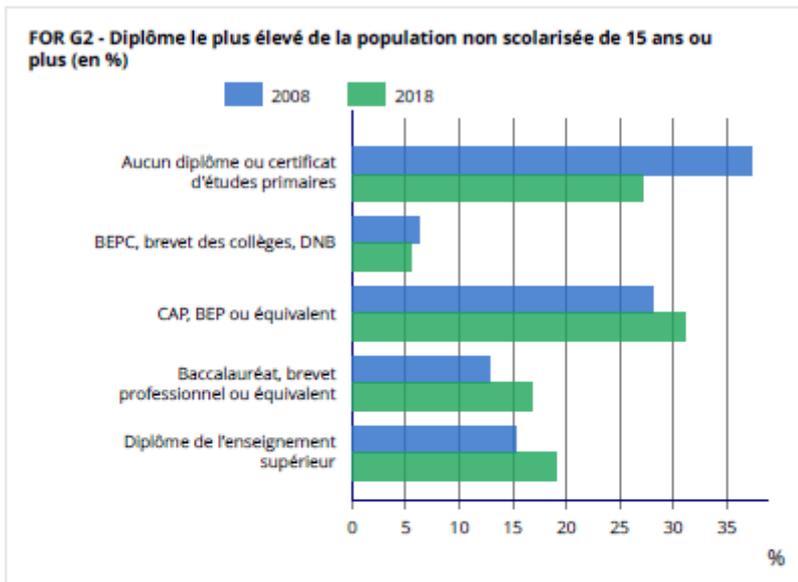
### LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2018



Source : Insee, RP2018 exploitation principale, géographie au 01/01/2021.

## ❖ FORMATION ACTIVITE ECONOMIE

### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)

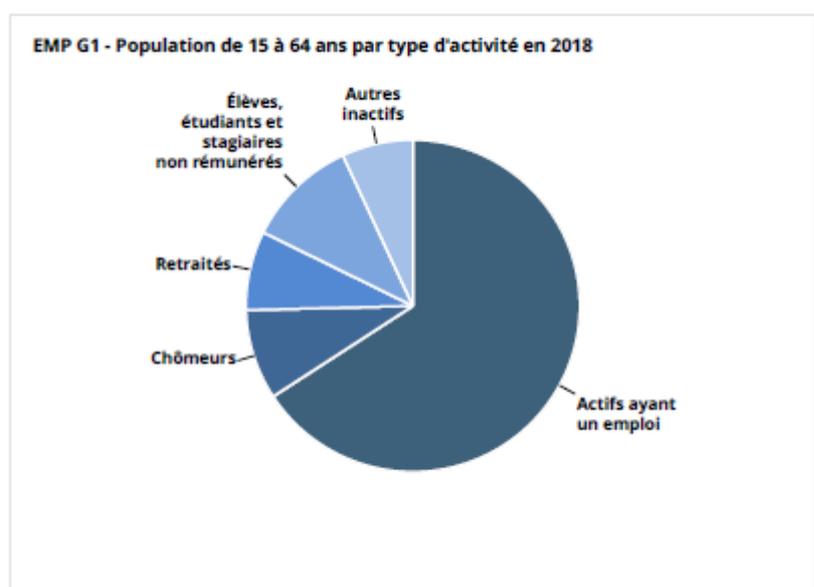


Note : Les modalités de réponse ayant évolué au cours des enquêtes de recensement, les valeurs ne peuvent être obtenues pour le millésime 2013.

Sources : Insee, RP2008, RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

Intercommunalité-Métropole de CC du Pays Fléchois (247200348)

### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2018



Source : Insee, RP2018 exploitation principale, géographie au 01/01/2021.

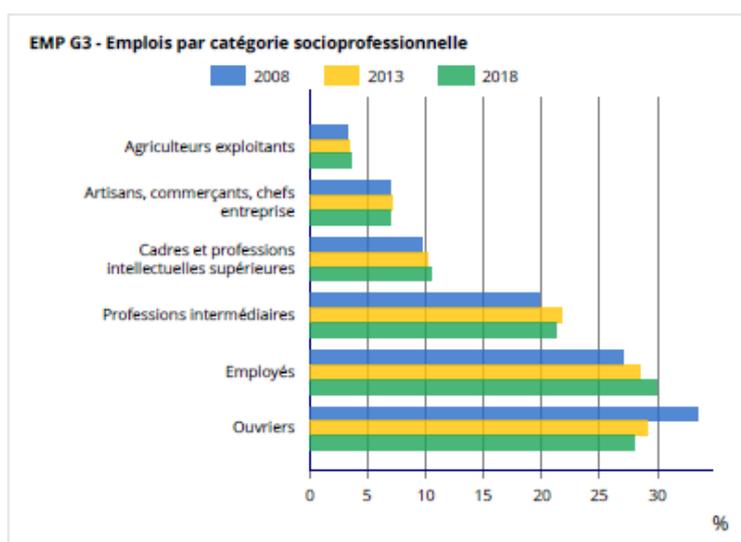
## EMP T5 - Emploi et activité

	2008	2013	2018
Nombre d'emplois dans la zone	9 480	8 954	8 903
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	10 744	10 711	10 803
Indicateur de concentration d'emploi	88,2	83,6	82,4
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	57,0	57,0	55,8

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail, géographie au 01/01/2021.

## EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle



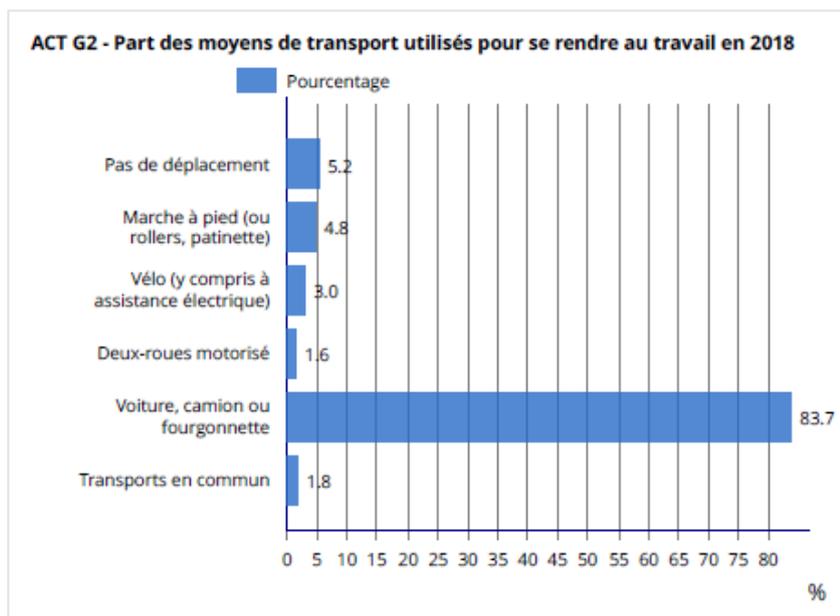
Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2021.

## ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2008	%	2013	%	2018	%
<b>Ensemble</b>	<b>10 738</b>	<b>100</b>	<b>10 706</b>	<b>100</b>	<b>10 802</b>	<b>100</b>
Travaillent :						
dans la commune de résidence	4 595	42,8	4 174	39,0	3 960	36,7
dans une commune autre que la commune de résidence	6 143	57,2	6 532	61,0	6 842	63,3

Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

## ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2018

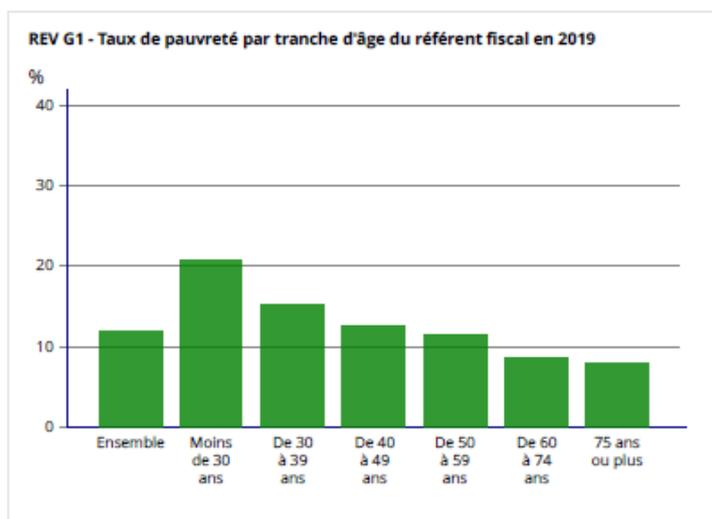


Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source : Insee, RP2018 exploitation principale, géographie au 01/01/2021.

✓ Le revenu fiscal moyen connu des 14 696 foyers fiscaux du pays fléchois est de 24 240 € par an contre 25 696 € pour les contribuables des intercommunalités de même strate au niveau régional et 26 124 € au niveau national. 51,90% des foyers fiscaux étaient non imposables contre seulement 50,10% pour les établissements de même strate au niveau régional et 49,20% au niveau national (source trésor public ; données fiche synthétique exercice 2020).

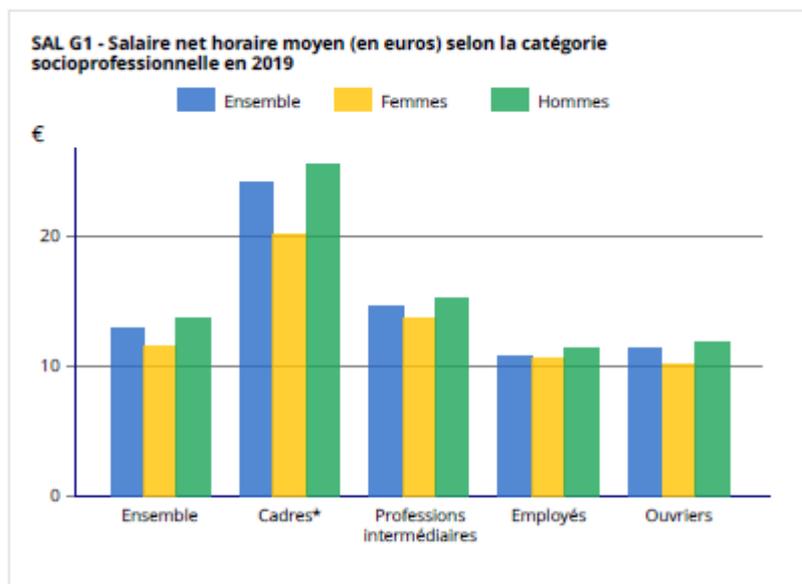
## REV G1 - Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2019



Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2021.

## SAL G1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2019



\* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés

Champ : Secteur privé et entreprises publiques hors agriculture, catégorie socioprofessionnelle du poste principal occupé par le salarié dans l'année.

Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2021.

## SAL T1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon l'âge en 2019

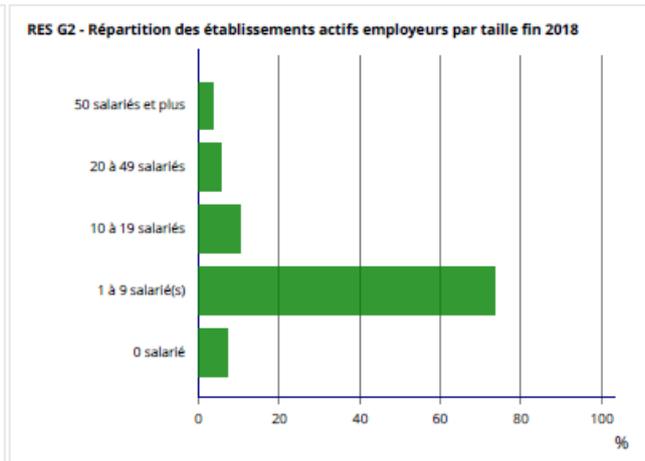
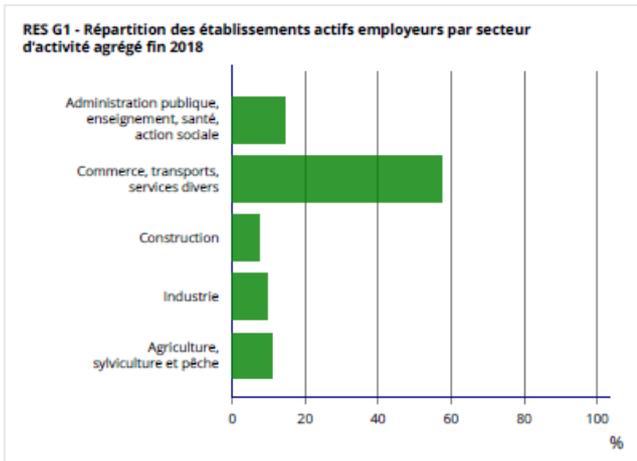
	Ensemble	Femmes	Hommes
De 18 à 25 ans	10,1	9,8	10,3
De 26 à 50 ans	12,8	11,6	13,5
Plus de 50 ans	14,5	12,4	15,9

Champ : Secteur privé et entreprises publiques hors agriculture.

Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2021.

## RES G1 - Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé fin 2018

## RES G2 - Répartition des établissements actifs employeurs par taille fin 2018



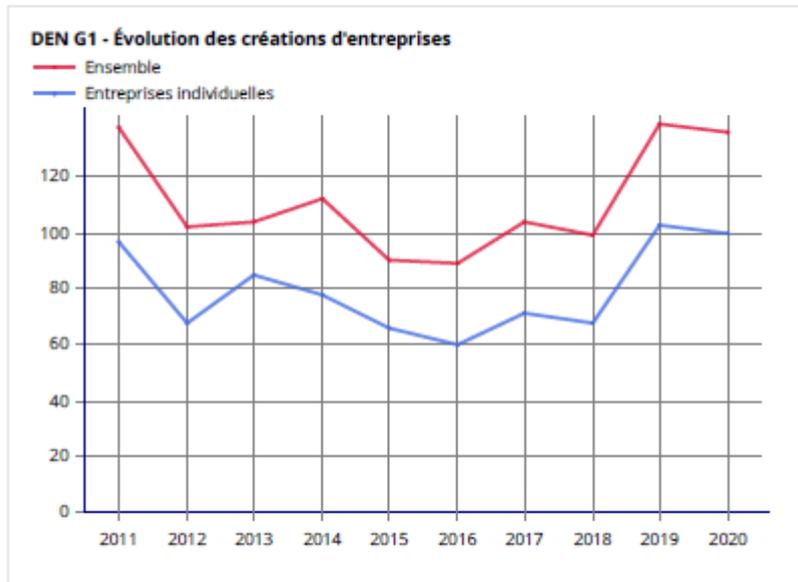
Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2021.

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2021.

## DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2021.

- ✓ Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A.

Décembre 2021 évolution sur un an :

C.C. Pays Fléchois	Département de la Sarthe	Région Pays de la Loire
- 11.4 %	- 13.8 %	- 17.5 %

Source pôle emploi région pays de la Loire données localisées

3<sup>ème</sup> trimestre 2021, moyenne trimestrielle évolution sur un an

ZONE d'emploi (pôle emploi)	Taux 3eme trimestre 2021	Evolution / 1 an en points
LE MANS	8.6 %	- 1.3
SABLE	6.5 %	- 1.0
LA FERTE BERNARD	7.1 %	- 1.1
LA FLECHE	8.1 %	- 0.9
LAVAL	5.3 %	- 1.2
MAYENNE	5.6 %	- 1.0
ANGERS	8.4 %	- 1.4
SAUMUR	8.7 %	- 0.8

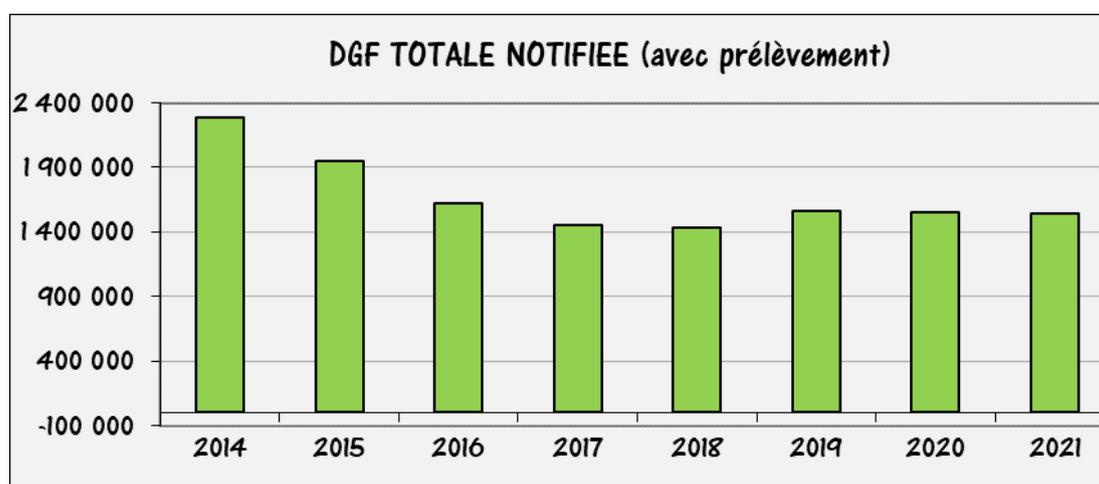
Source Insee

A partir du deuxième trimestre de 2020, les taux de chômage localisés par zone d'emploi sont réalisés à partir des nouvelles zones d'emploi en base 2020 (voir <https://www.insee.fr/fr/information/4652090> et <https://www.insee.fr/fr/information/4652957>). Ces estimations intègrent pour la première fois les quinze zones d'emploi de Guadeloupe, de Martinique et de la Réunion, pour lesquelles les séries de taux de chômage commencent au premier trimestre 2014.

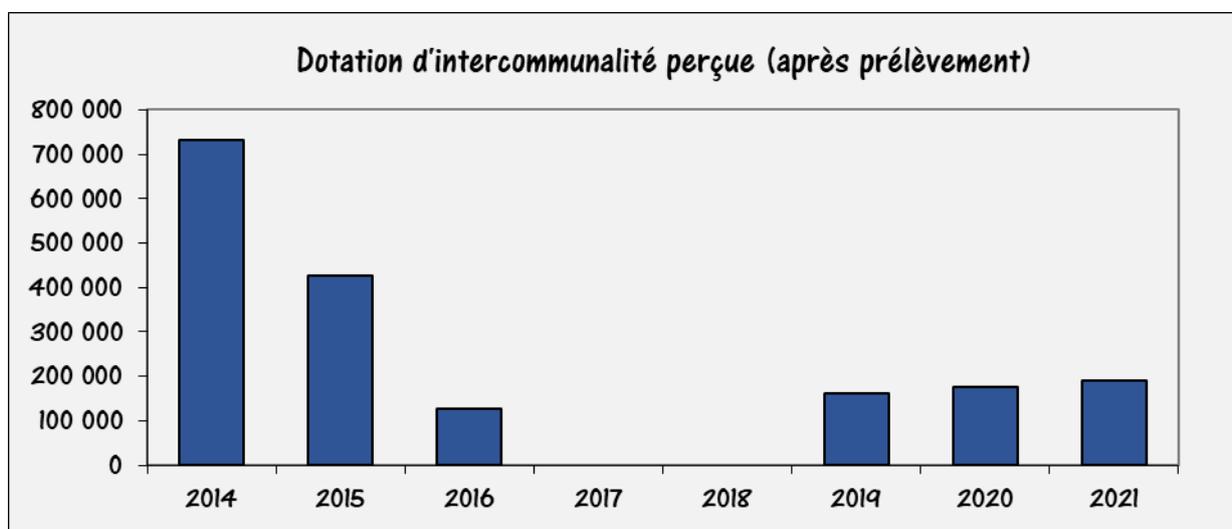
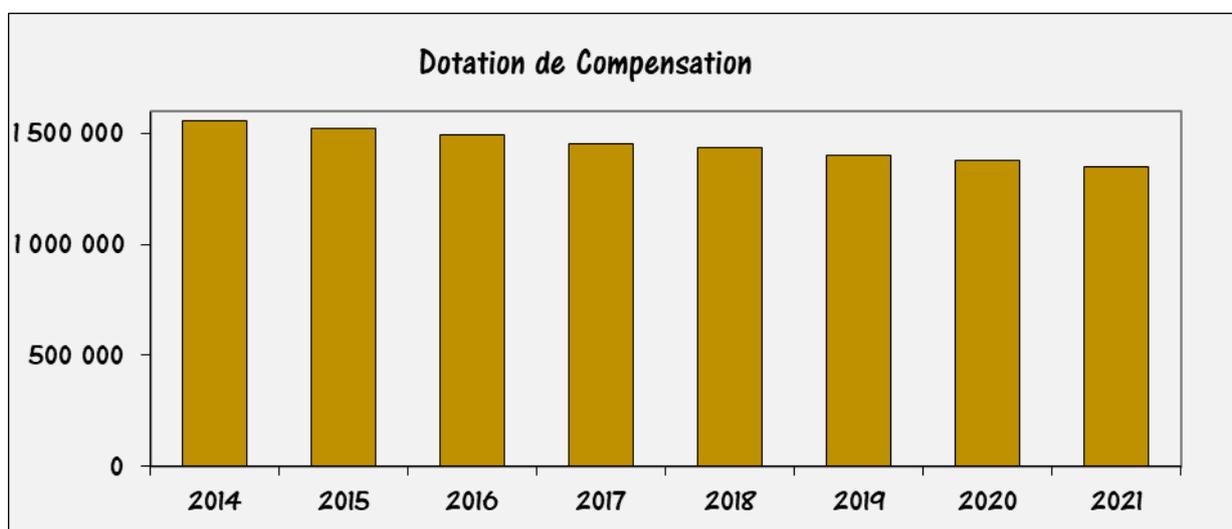
### ❖ LES DOTATIONS

- ✓ La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

De 2014 à 2017, les collectivités ont participé au redressement des finances publiques via un prélèvement sur leur DGF. Ce prélèvement est gelé à compter de 2018 sur la base de 2017.

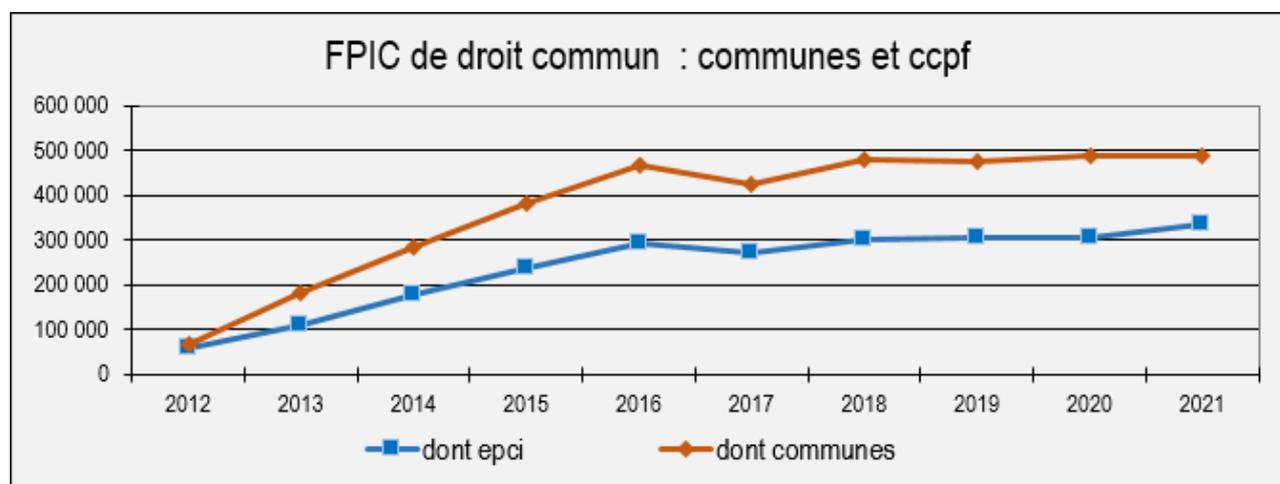
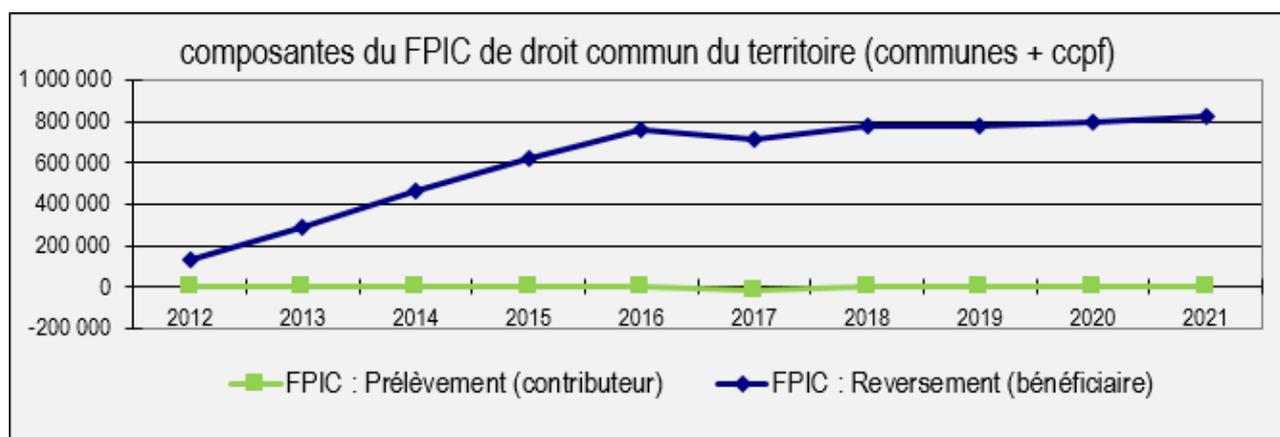
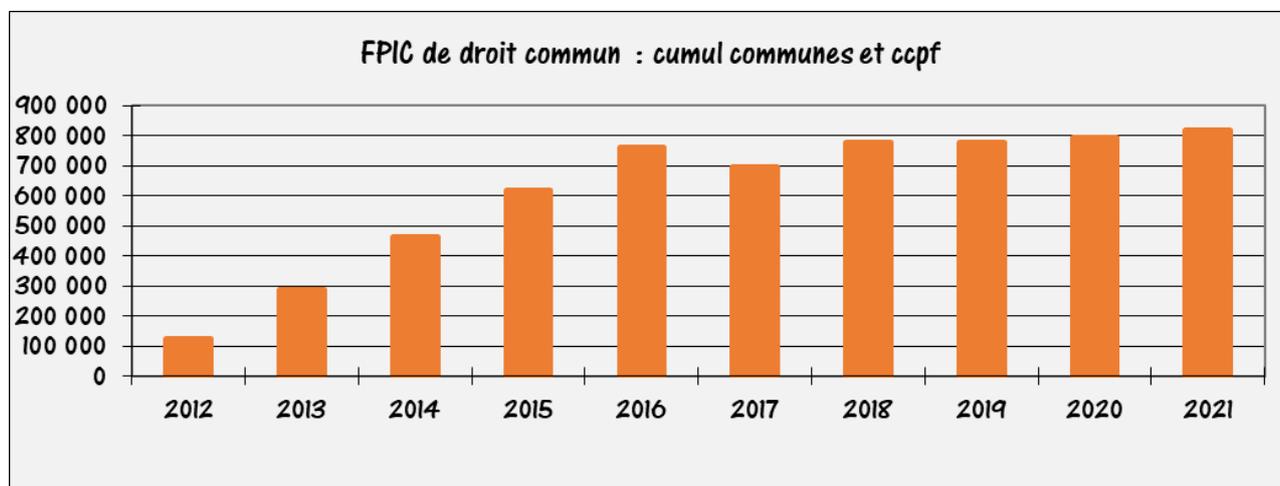


DGF	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotation de Base	188 464	179 432	180 154	177 872				
Dot. De Péréquation	374 073	369 882	355 309	344 122				
Dotation Bonifiée	280 159	276 318	277 772	271 175				
Dotation Calculée	842 696	825 632	813 235	793 169	0	160 391	174 633	191 398
contr red fi pub sur DGF	-110 810	-398 380	-685 024	-793 169				
<b>Dotation d'intercommunalité</b>	<b>731 886</b>	<b>427 252</b>	<b>128 211</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 391</b>	<b>174 633</b>	<b>191 398</b>
Evolution en %		-41,62%	-69,99%	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	8,88%	9,60%
<b>Dotation de Compensation</b>	<b>1 556 455</b>	<b>1 522 486</b>	<b>1 493 025</b>	<b>1 451 538</b>	<b>1 436 840</b>	<b>1 403 849</b>	<b>1 378 182</b>	<b>1 351 040</b>
Evolution en %		-2,18%	-1,94%	-2,78%	-1,01%	-2,30%	-1,83%	-1,97%
<b>DGF TOTALE notifiée</b>	<b>2 288 341</b>	<b>1 949 738</b>	<b>1 621 236</b>	<b>1 451 538</b>	<b>1 436 840</b>	<b>1 564 240</b>	<b>1 552 815</b>	<b>1 542 438</b>
Evolution en %		-14,80%	-16,85%	-10,47%	-1,01%	8,87%	-0,73%	-0,67%
Population DGF	26 853	26 877	26 878	26 976	29 140	29 162	28 865	28 760
DGF / Habitant	85,22	72,54	60,32	53,81	49,31	53,64	53,80	53,63
contr red fi pub sur fiscalité	0	0	0	-35 162	-41 839	-41 839	-41 839	-41 838
<b>DGF théorique avec prel/fiscalité</b>	<b>2 288 341</b>	<b>1 949 738</b>	<b>1 621 236</b>	<b>1 416 376</b>	<b>1 395 001</b>	<b>1 522 401</b>	<b>1 510 976</b>	<b>1 500 600</b>
Evolution en %		-14,80%	-16,85%	-12,64%	-1,51%	9,13%	-0,75%	-0,69%
dgf théorique par habitant	85,22	72,54	60,32	52,51	47,87	52,20	52,35	52,18



✓ Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Le fonds de péréquation intercommunale est prélevé sur certains territoires pour être redistribué à d'autres.



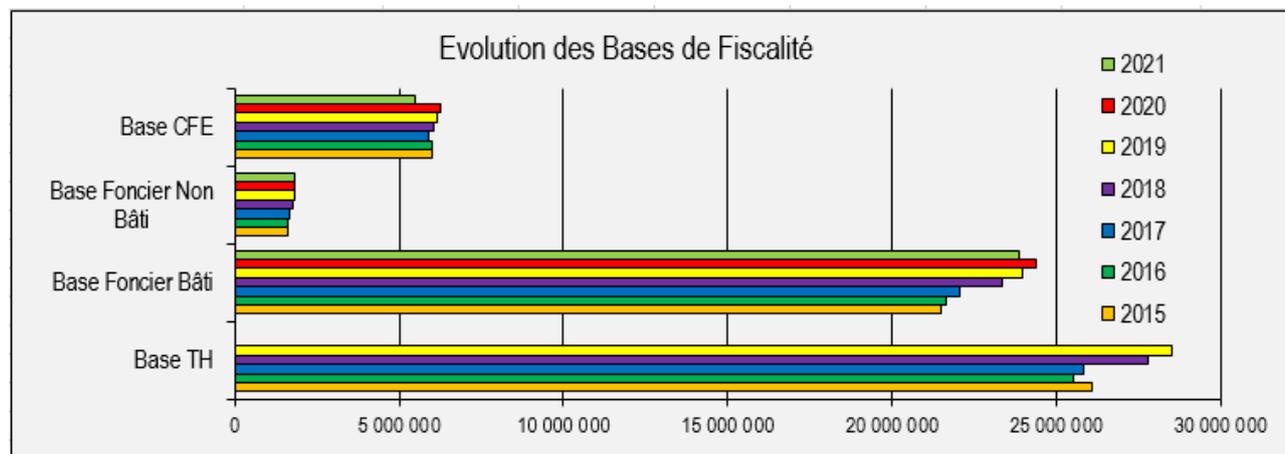
	+2 communes				+2 communes						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	cumulé
FPIC : Prélèvement (contributeur)	-1 180	0	0	0	0	-16 827	0	0	0	0	-18 007
dont epci	-336	0	0	0	0	-6 511	0	0	0	0	-6 847
dont communes	-844	0	0	0	0	-10 316	0	0	0	0	-11 160
FPIC : Reversement (bénéficiaire)	126 544	288 458	463 353	620 243	761 843	711 815	778 096	779 958	793 312	818 745	6 142 367
dont epci	57 507	108 506	178 924	238 059	293 782	275 467	300 819	303 958	306 164	332 663	2 395 849
dont communes	69 037	179 952	284 429	382 184	468 061	436 348	477 277	476 000	487 148	486 082	3 746 518
<b>SOLDE FPIC</b>	<b>125 364</b>	<b>288 458</b>	<b>463 353</b>	<b>620 243</b>	<b>761 843</b>	<b>694 988</b>	<b>778 096</b>	<b>779 958</b>	<b>793 312</b>	<b>818 745</b>	<b>6 124 360</b>
Evolution annuelle en MONTANT		163 094	174 895	156 890	141 600	-66 855	83 108	84 970	13 354	25 433	
Evolution annuelle en %		130,10%	60,63%	33,86%	22,83%	-8,78%	11,96%	0,24%	1,71%	3,21%	
dont epci	57 171	108 506	178 924	238 059	293 782	268 956	300 819	303 958	306 164	332 663	2 389 002
dont communes	68 193	179 952	284 429	382 184	468 061	426 032	477 277	476 000	487 148	486 082	3 735 358

## ❖ LA FISCALITE

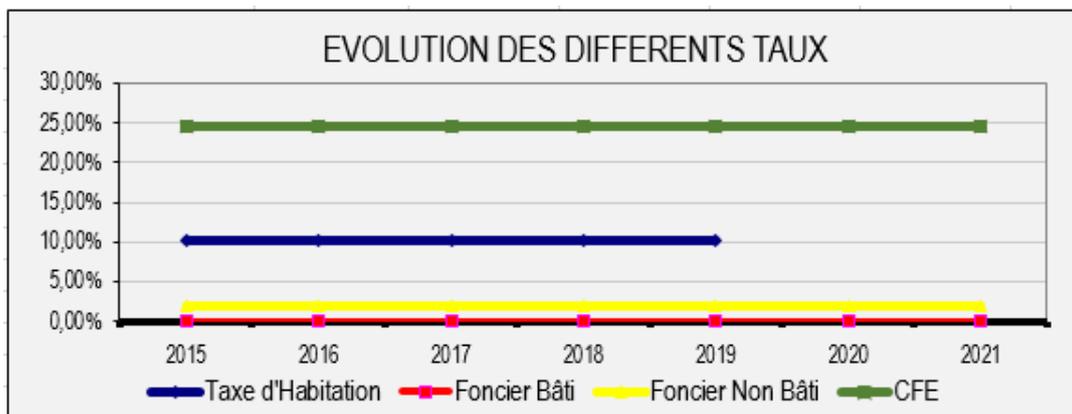
✓ Suite aux différentes réformes de la fiscalité locale, les collectivités ont perdu l'essentiel de leur autonomie fiscale. Cette perte est certes actuellement compensée par l'État mais sans garantie de pérennité. De plus, le dynamisme lié à l'augmentation des bases ne permet plus l'augmentation automatique de la ressource. Enfin, la compensation de la TH, essentiellement constituée d'une fraction de la TVA, soumet les ressources locales à la conjoncture économique et à la consommation nationale.

En revanche, le projet de loi de finances 2022 n'introduit aucun élément majeur de modification de la fiscalité locale.

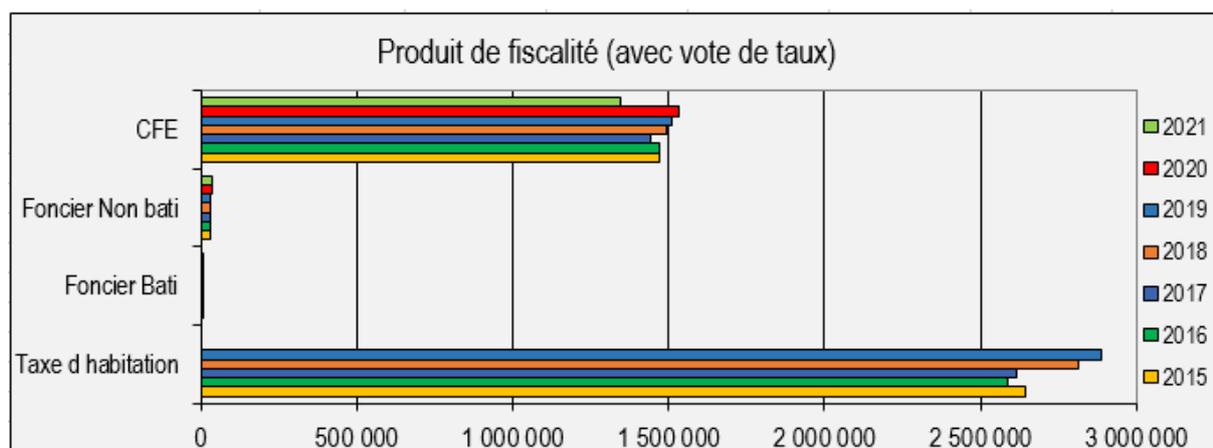
### ✓ La fiscalité avec vote des taux



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	prévisionnel
Base TH	26 114 346	25 520 987	25 826 325	27 796 688	28 514 069		
Evolution de n/n-1		-2,27%	1,20%	7,63%	2,58%		
Base Foncier Bâti	21 480 120	21 662 542	22 070 123	23 356 160	23 956 779	24 363 463	23 859 000
Evolution de n/n-1		0,85%	1,88%	5,83%	2,57%	1,70%	-2,07%
Base Foncier Non Bâti	1 624 767	1 628 804	1 642 099	1 784 822	1 824 216	1 840 598	1 835 000
Evolution de n/n-1		0,25%	0,82%	8,69%	2,21%	0,90%	-0,30%
Base CFE	5 988 979	5 990 791	5 885 111	6 073 118	6 160 940	6 252 220	5 483 000
Evolution de n/n-1		0,03%	-1,76%	3,19%	1,45%	1,48%	-12,30%



taux de fiscalité/années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxe d'Habitation	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%		
Foncier Bâti	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
Foncier Non Bâti	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%
CFE	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%

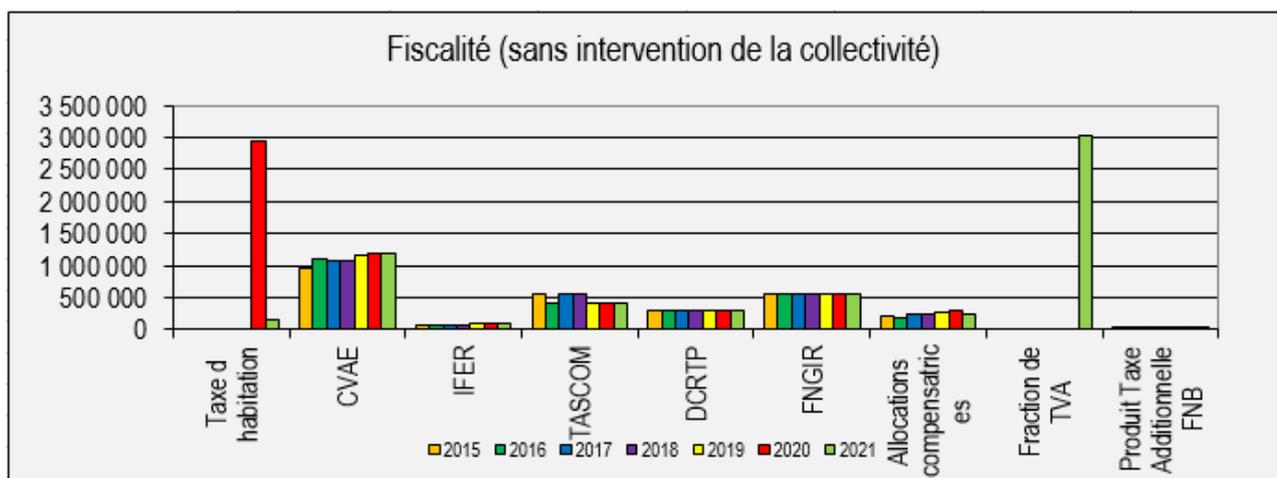


	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Avec vote d un taux</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>prévisionnel</b>
Taxe d'habitation	2 645 383,25	2 585 275,98	2 616 206,72	2 815 804,49	2 888 475,19		
Foncier Bâti	6 444,04	6 498,76	6 621,04	7 006,85	7 187,03	7 309,04	7 157,70
Foncier Non bâti	29 733,24	29 807,11	30 050,41	32 662,24	33 383,15	33 682,94	33 580,50
CFE	1 470 294,34	1 470 739,19	1 444 794,75	1 490 950,47	1 512 510,77	1 534 920,01	1 346 076,50
<b>total fiscalité avec vote</b>	<b>4 151 854,87</b>	<b>4 092 321,05</b>	<b>4 097 672,92</b>	<b>4 346 424,05</b>	<b>4 441 556,15</b>	<b>1 575 911,99</b>	<b>1 386 814,70</b>

En 2018, la communauté de communes a voté pour la première fois un produit de taxe gemapi de 216 000 €. Cette taxe est fléchée pour cette compétence.

Produits des impôts locaux	Produits en €	Produits en € par habitant			
		Pour le groupement	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
<b>Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB + GEMAPI)</b>	92.916	3	26	22	29
-> dont GEMAPI (FB)	86.719	3	1	1	2
<b>Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB + GEMAPI)</b>	42 288	1	6	4	5
-> dont GEMAPI (FNB)	9 089	0	0	0	0
<b>Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)</b>	50 860	2	2	1	1
<b>Cotisation foncière des entreprises</b>	1.560.856	56	73	86	94
-> dont au titre de la FPU	1.560 856	55	73	86	94
-> dont GEMAPI (CFE) - FPU ou FPZ/FPE en zone	20 747	1	0	0	1

✓ La fiscalité sans vote des taux

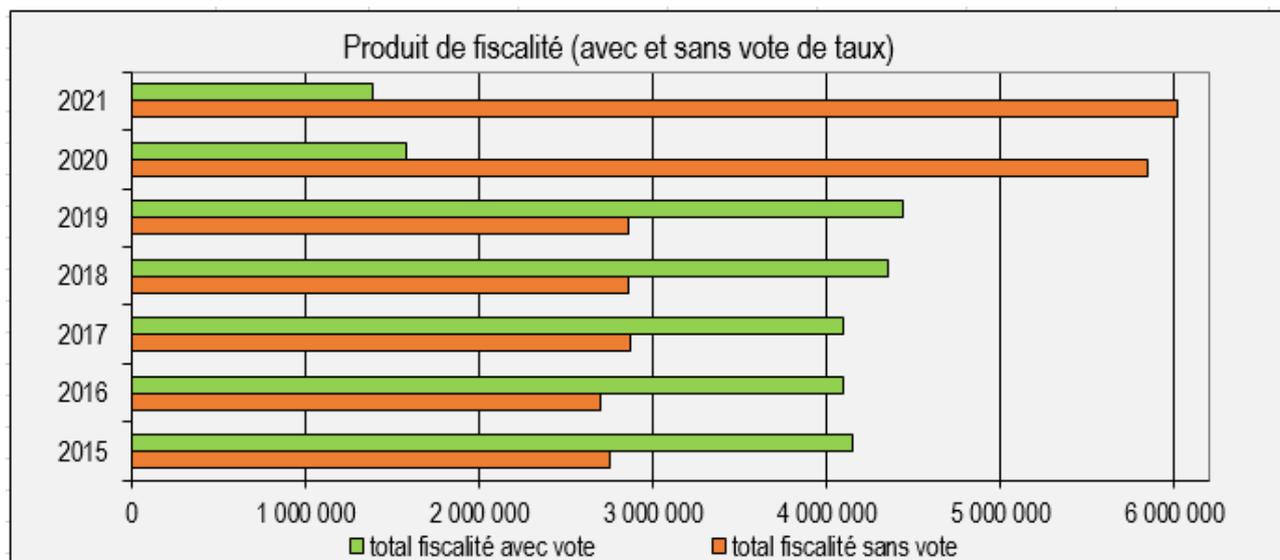


Sans vote d un taux	2015 Réel	2016 Réel	2017 Réel	2018 Réel	2019 Réel	2020 Réel	2021 prévisionnel
Taxe d'habitation						2 933 952,00	145 837,00
CVAE	974 933,00	1 111 353,00	1 082 338,00	1 063 975,00	1 161 776,00	1 204 474,00	1 184 623,00
IFER	80 322,00	83 331,00	80 759,00	80 759,00	86 605,00	88 019,00	93 679,00
TASCOM	551 984,00	418 013,00	559 408,00	559 408,00	424 677,00	425 287,00	426 928,00
DCRTP	304 513,00	304 513,00	304 513,00	304 513,00	304 513,00	297 020,00	292 993,00
FNGIR	570 747,00	570 747,00	570 747,00	570 747,00	549 864,00	549 864,00	549 864,00
Allocations compensatrices	225 998,00	172 604,00	232 311,00	232 311,00	280 373,00	298 806,00	252 058,00
Fraction de TVA							3 020 363,00
Produit Taxe Additionnelle FNB	42 693,00	41 839,00	43 798,00	43 798,00	51 294,00	50 143,00	50 533,00
<b>total fiscalité sans vote</b>	<b>2 751 190,00</b>	<b>2 702 400,00</b>	<b>2 873 874,00</b>	<b>2 855 511,00</b>	<b>2 859 102,00</b>	<b>5 847 565,00</b>	<b>6 016 878,00</b>

Produits des impôts locaux	Produits en €	Produits en € par habitant			
		Pour le groupement	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
<b>Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)</b>	1 204 474	43	41	51	46
<b>Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)</b>	93 115	3	7	8	14
-> dont IFER éoliennes terrestres et hydroliennes	0	0	0	2	2
-> dont IFER usines de production électrique	0	0	0	1	5
-> dont IFER transformateurs électriques	29 540	1	3	3	4
-> dont IFER stations radioélectriques	55 911	2	2	2	3
-> dont IFER gaz	7 664	0	1	1	1
<b>Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</b>	427 373	15	9	11	9

DCRTP et FNGIR	Produits en €	Produits en € par habitant			
		Pour le groupement	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
<b>DCRTP</b>	292 993	10	9	6	6
<b>FNGIR</b>					
-> Versement	549.864	19	14	10	9
-> Prélèvement	0	0	11	11	27

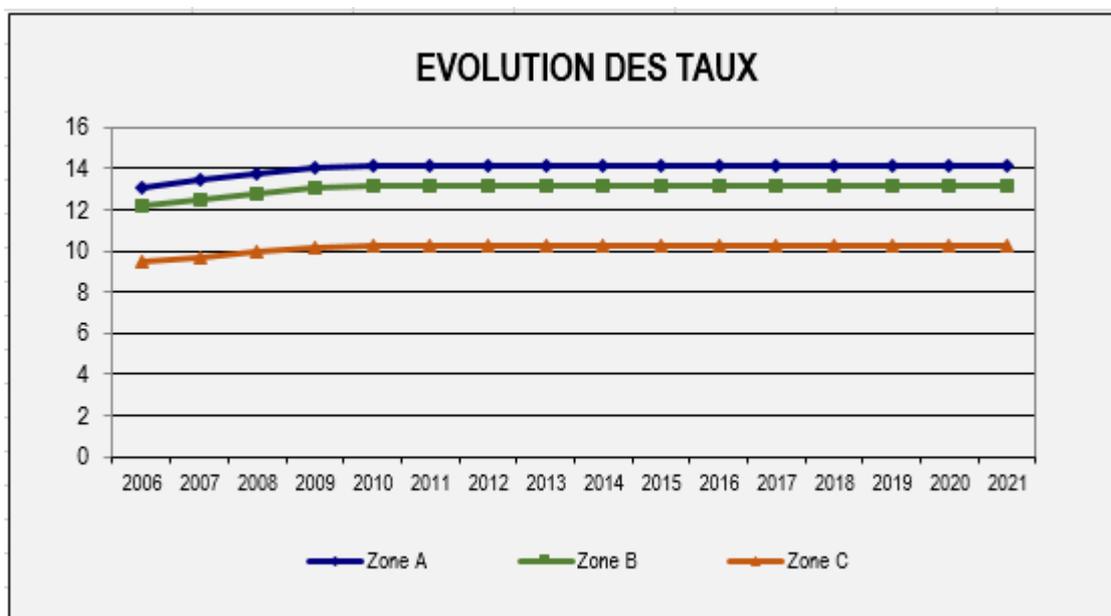
- ✓ La fiscalité cumulée non affectée (hors gemapi et teom)



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total fiscalité état 1259	6 903 044,87	6 794 721,05	6 971 546,92	7 201 935,05	7 300 658,15	7 423 476,99	7 403 692,70

- ✓ La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Depuis 2010, la collectivité n'a pas augmenté ses taux. Les produits supplémentaires sont liés uniquement à l'évolution des bases. (Physiques et loi de finances).

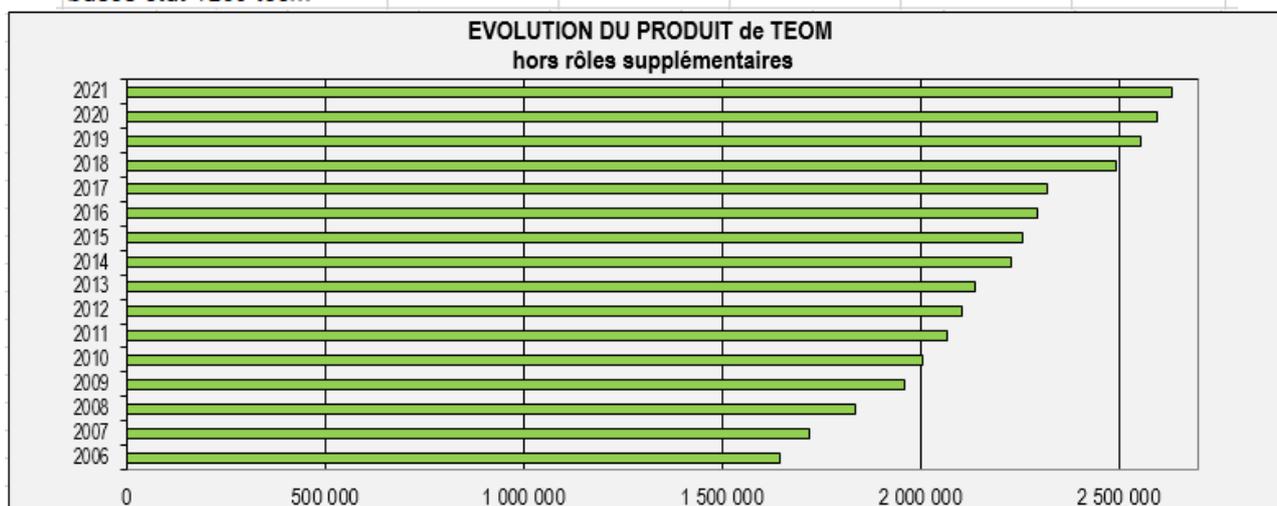


Il existe 3 taux qui s'appliquent en fonction du nombre de collectes.

Zones / années	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Zone A	14,19	14,19	14,19	14,19	14,19	14,19
Zone B	13,22	13,22	13,22	13,22	13,22	13,22
Zone C	10,22	10,22	10,22	10,22	10,22	10,22

	+2 communes					
Bases teom	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Zone A	2 161 452	2 142 930	2 189 348	2 174 027	2 210 468	2 285 694
Zone B	9 361 598	9 460 028	10 579 892	10 824 137	10 971 271	11 114 135
Zone C	7 355 601	7 485 518	7 676 286	7 964 402	8 154 593	8 206 192
total bases	18 878 651	19 088 476	20 445 526	20 962 566	21 336 332	21 606 021
evol n/n-1 zone A		-0,86%	2,17%	-0,70%	1,68%	3,40%
evol n/n-1 zone B		1,05%	11,84%	2,31%	1,36%	1,30%
evol n/n-1 zone C		1,77%	2,55%	3,75%	2,39%	0,63%

bases etat 1259 teom



	+2 communes					
TEOM (pdt)	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total	2 296 056	2 319 717	2 493 847	2 553 407	2 597 467	2 632 301
évolution n/n-1	1,64%	1,03%	7,51%	2,39%	1,73%	1,34%

Produits des impôts locaux	Produits en €	Produits en € par habitant			
		Pour le groupement	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
Taxe ou taxe incitative d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM/TIEOM)	2.603.400	92	23	23	75

### ❖ LE COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE (CIF)

Le CIF correspond au rapport entre la fiscalité perçue par l'EPCI et la totalité de la fiscalité du territoire perçue par l'ensemble intercommunal (communes et intercommunalité)

C'est un indicateur qui est utilisé notamment dans le calcul de la DGF. Plus le CIF est élevé plus la collectivité est avantagée.

Il est un des indicateurs modifié par la loi de finances 2022 et va donc impacter le calcul de la DGF une fois que les mesures de neutralisation seront supprimées.

Coefficient d'intégration fiscale	CIF pour le groupement	Moyenne pour les GFP de même nature
Coefficient d'intégration fiscale	0.385931	0.381030

## ❖ LE PERSONNEL DE LA CCPF

Depuis plusieurs années, des salariés de la ville de La Flèche ont été transférés à la communauté de communes, soit dans le cadre d'un transfert de compétences, soit dans le cadre de la mutualisation d'un service. Il existe donc des personnels qui travaillent pour la ville mais qui sont rémunérés à 100% par la CCPF. Dès lors, la ville de La Flèche rembourse sa quote-part de la masse salariale. Des personnels des communes sont également mis à disposition de la CCPF, c'est notamment le cas pour les TEP.

Des données détaillées sont disponibles dans le Rapport social unique 2020 dont quelques extraits sont fournis ci-après.

En 2020, 329 agents ont travaillé au moins une fois à la Communauté de Communes du Pays Fléchois.

Parmi cette population, 198 sont des agents permanents, en activité au 31 décembre 2020.

### Portrait type

d'un agent permanent travaillant à la Communauté de Communes du Pays Fléchois

**Sexe** : Féminin (56 % de l'effectif)

**Catégorie** : C (64 % de l'effectif)

**Age moyen** : 42 ans

**Ancienneté** : 7 ans

**Temps de travail** : temps complet (95, 86 % de l'effectif)

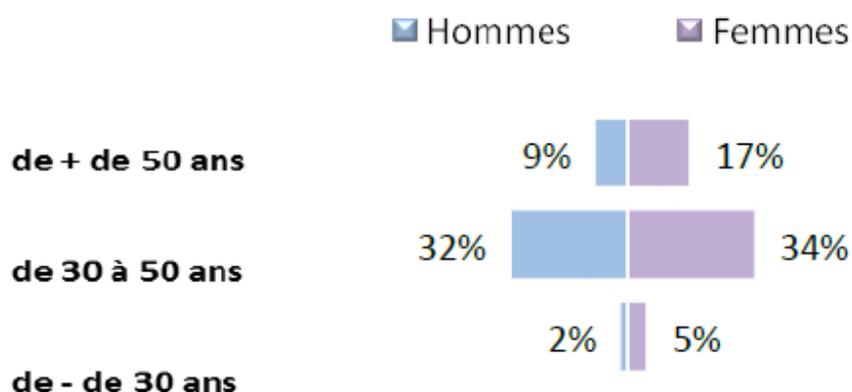
**Au moins une formation** : 56, 6 % de l'effectif

**Coût salaires + charges** : 3 311 € (avec effectif annuel ETP)

**Au moins une absence pour maladie ordinaire** : 23, 8 % de l'effectif

### Pyramides des âges

## ➔ **Pyramide des âges des fonctionnaires**



➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 42 ans

**Âge moyen\*  
des agents permanents**

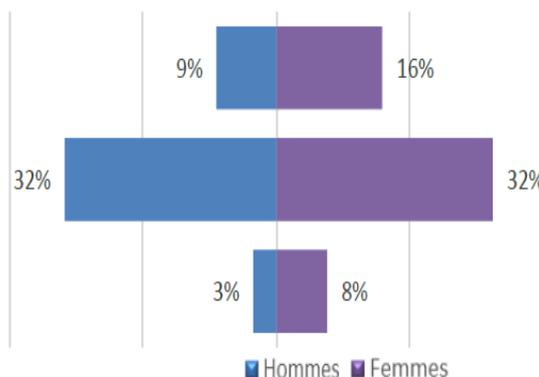
Fonctionnaires	43,26
Contractuels permanents	35,00
<b>Ensemble des permanents</b>	<b>42,47</b>

**Âge moyen\*  
des agents non permanent**

Contractuels non permanents	38,92
-----------------------------	-------

de 50 ans et +  
de 30 à 49 ans  
de - de 30 ans

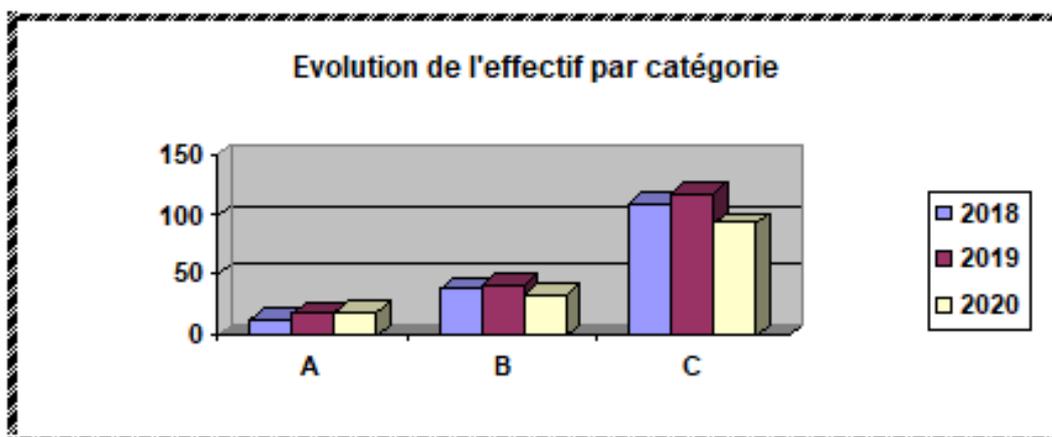
**Pyramide des âges  
des agents sur emploi permanent**



\* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

21 personnes ont plus de 55 ans. Ainsi, 10,6 % des agents partiraient à la retraite durant les 10 prochaines années.

Répartition par catégorie



Répartition Hommes/Femmes

Pourcentage H/F	2011	2013	2015	2017	2018	2019	2020
Femmes	32.87 %	39.02 %	45.24 %	57.14 %	58.65 %	57.87 %	56 %
Hommes	67.13 %	60.98 %	54.76 %	42.86 %	41.35 %	42,13 %	44 %

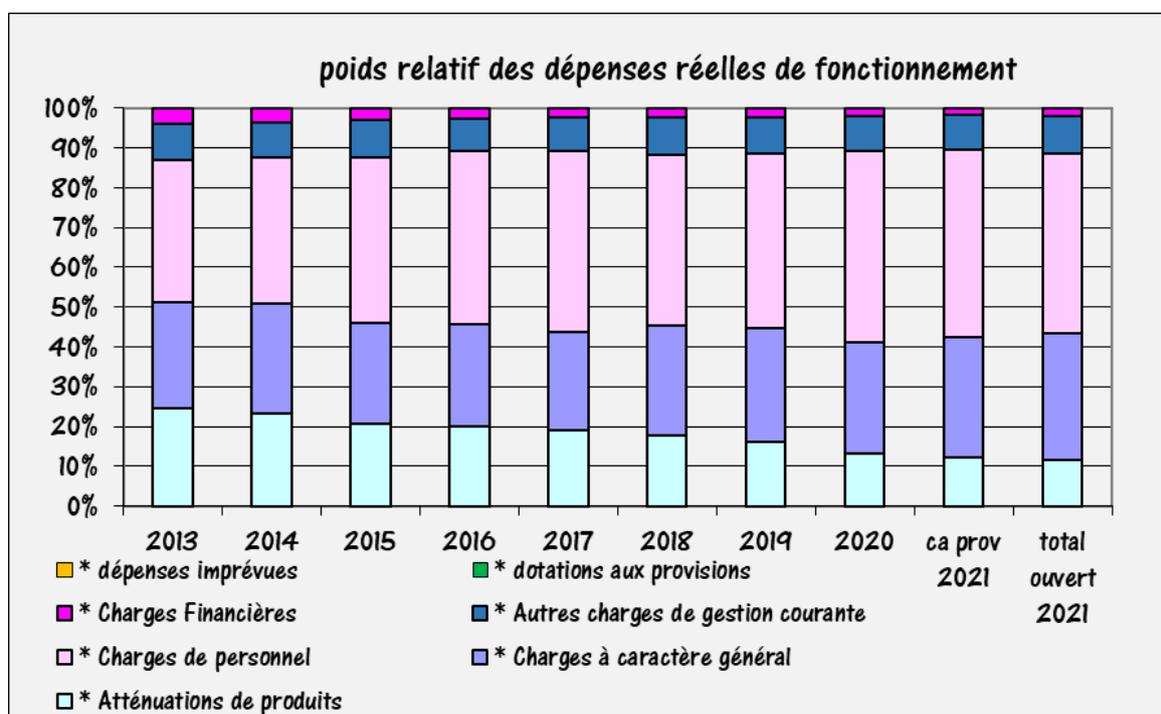
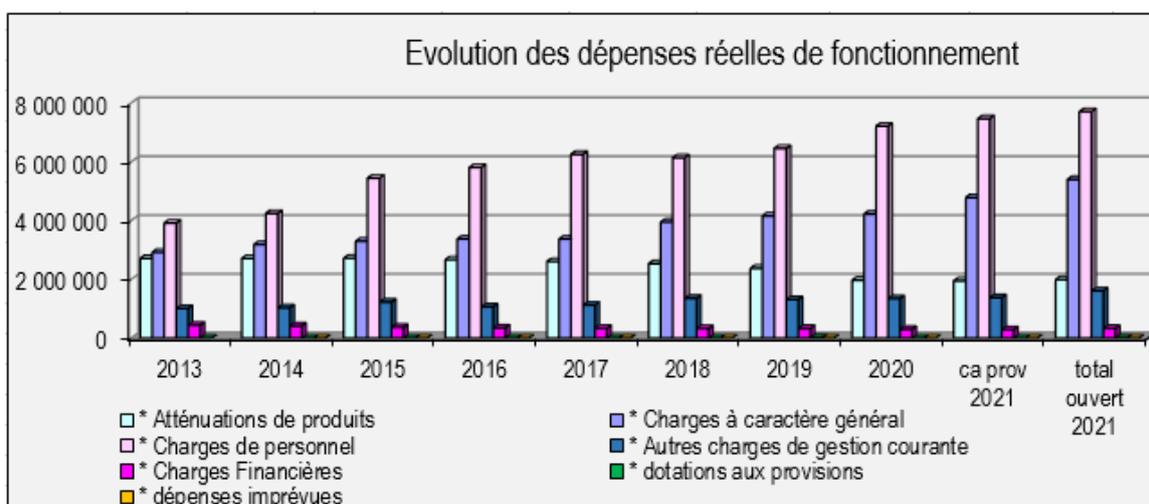
Age et ancienneté

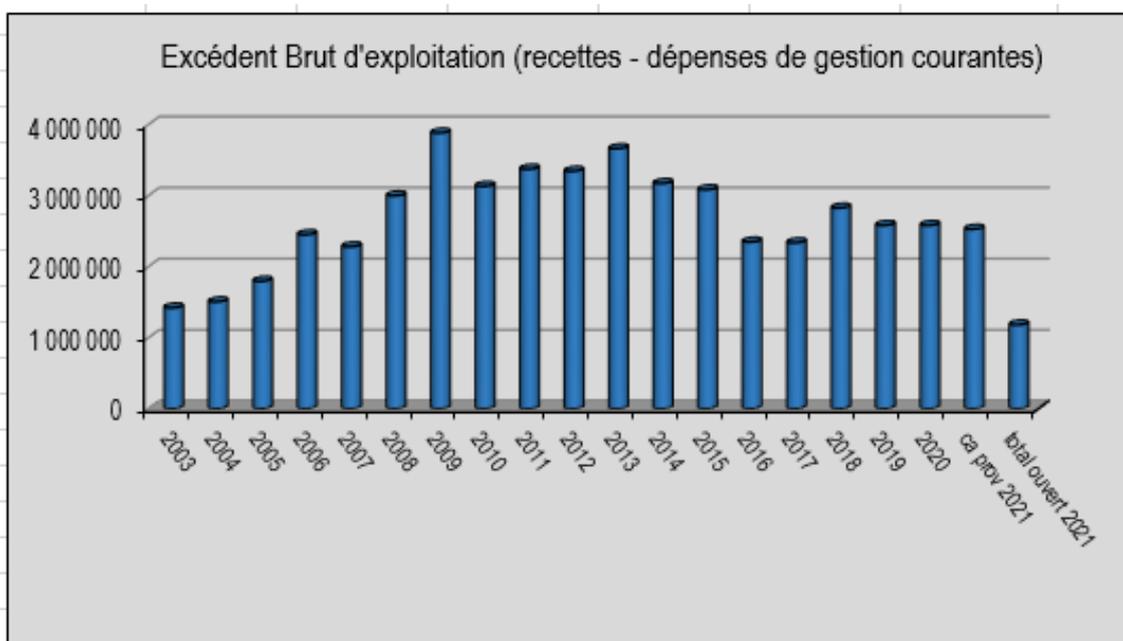
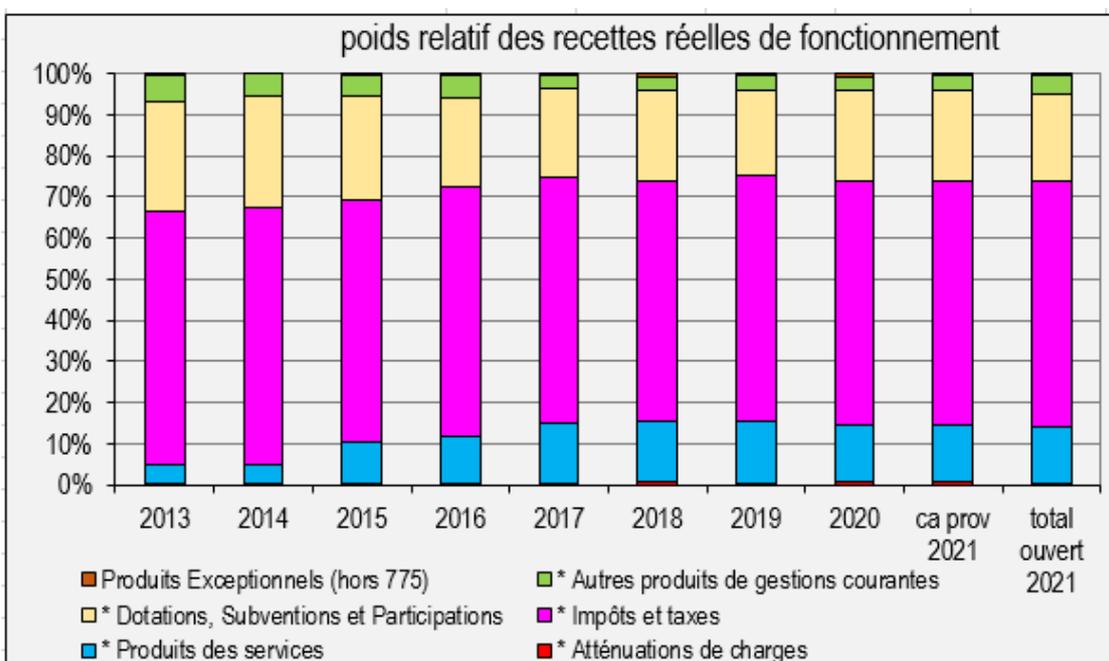
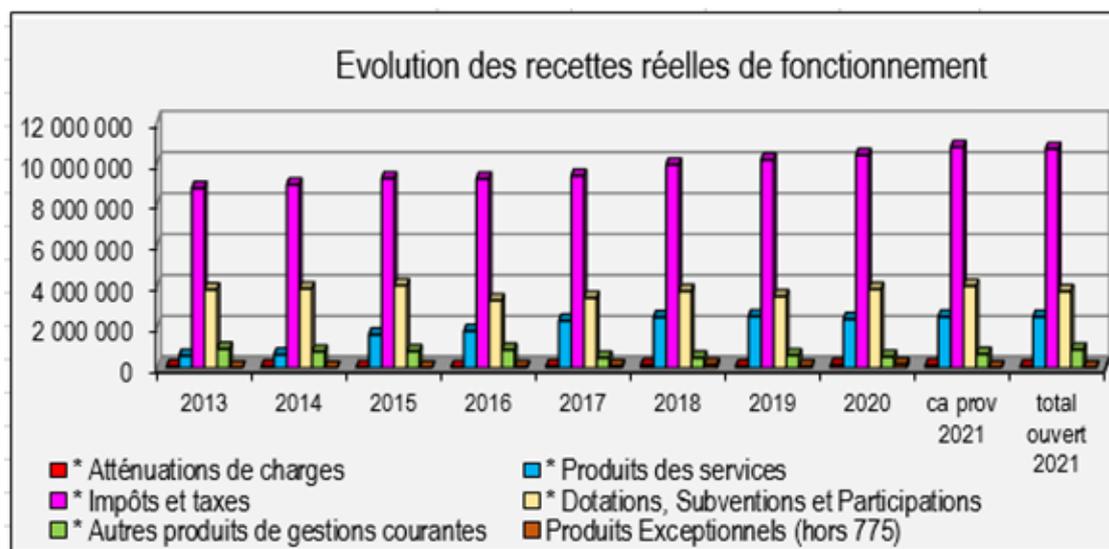
Age et ancienneté en années	2011	2013	2015	2017	2018	2019	2020
Age moyen	41 a 8 m	44 a 9 m	44 a 5 m	40 a 1 m	40 a 5 m	40 a 4 m	42 a
Ancienneté moyenne					5 a 2 m	5 a 5 m	7 a

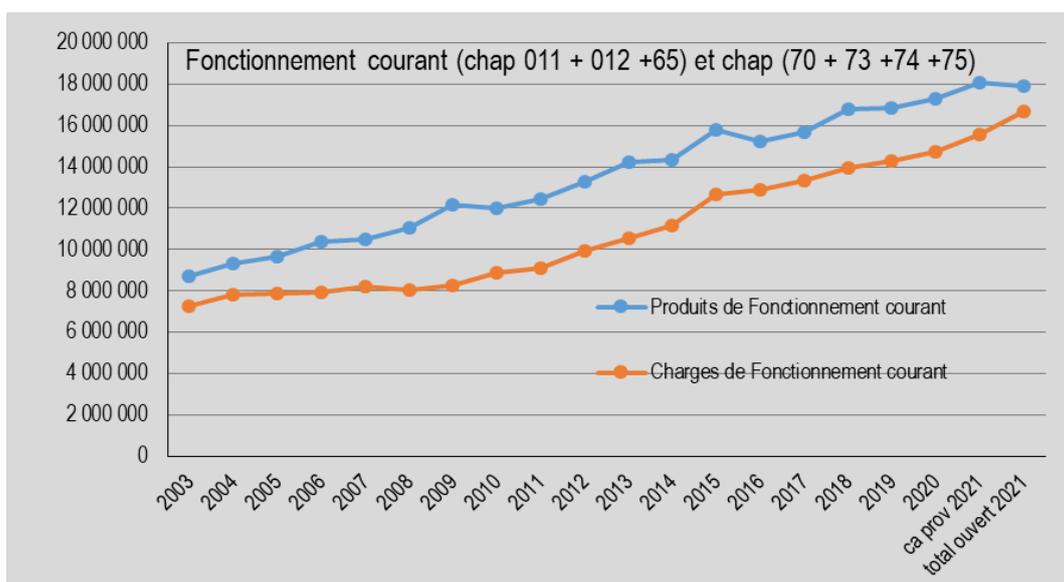
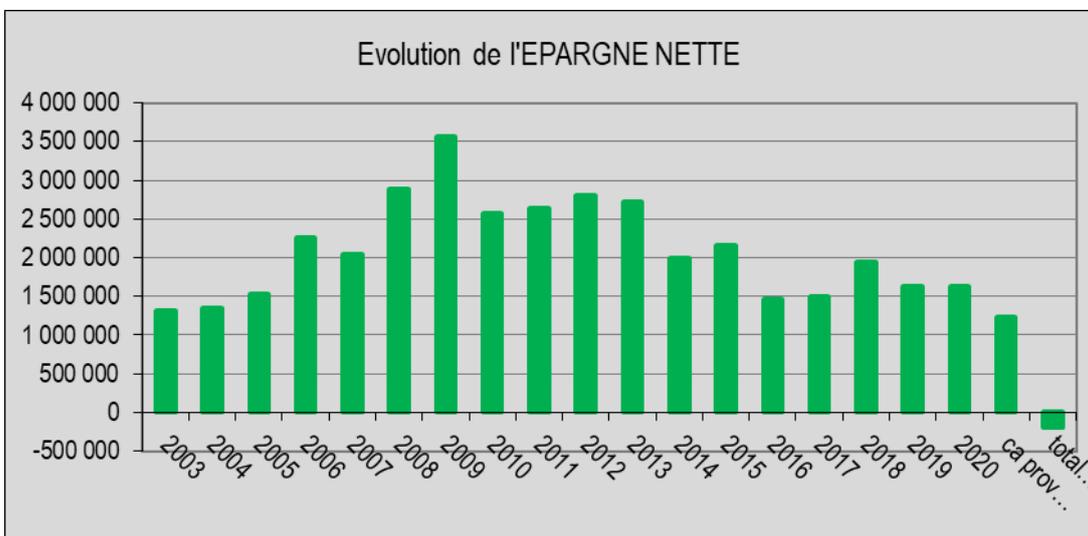
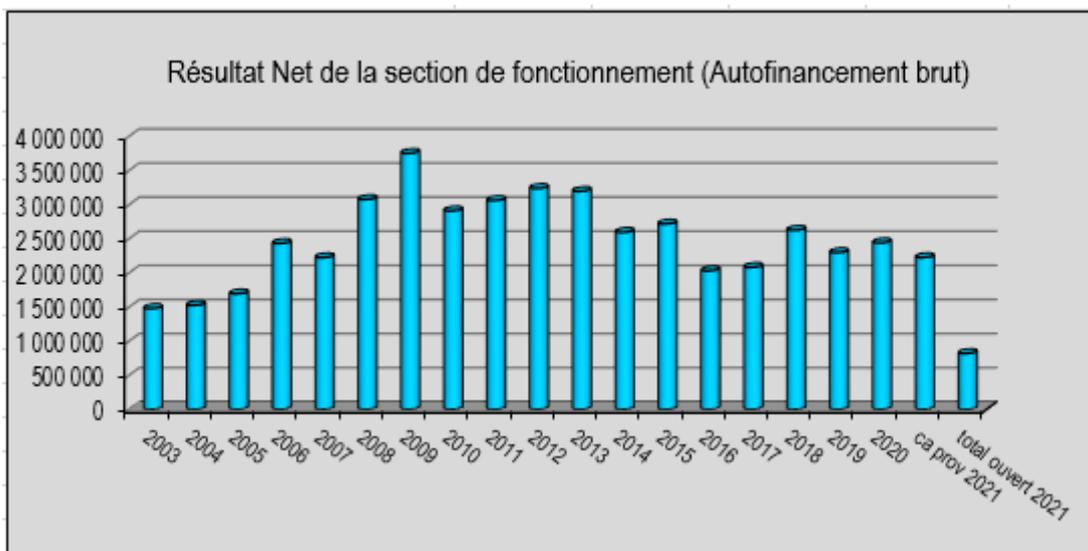
## ❖ ELEMENTS RETROSPECTIFS

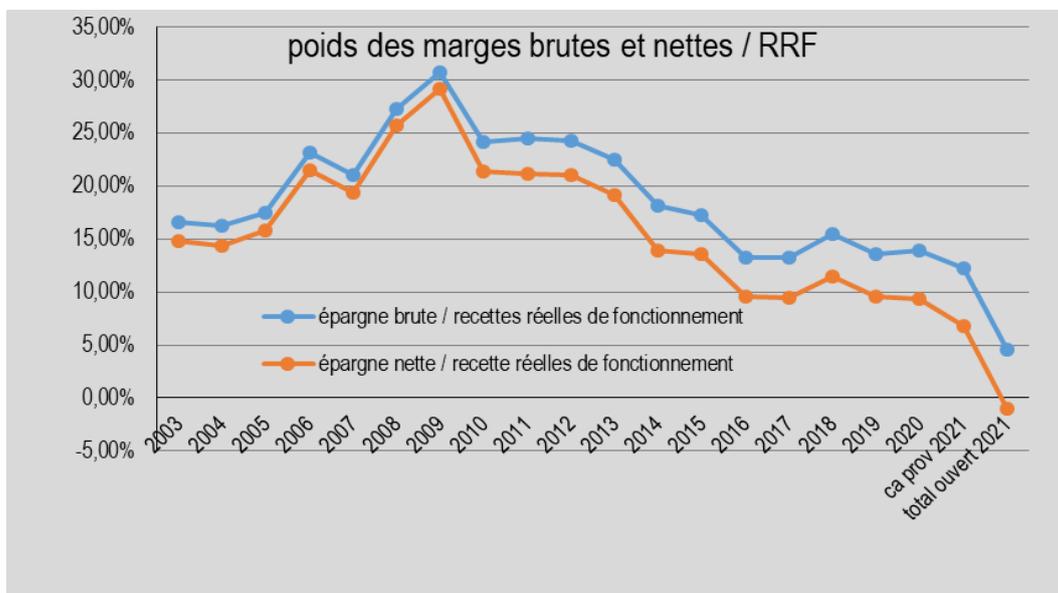
Il est important de rappeler que les compétences et l'organisation de la collectivité ont évoluées. Les données suivantes doivent être lues avec précaution puisqu'elles ne sont pas à périmètre constant (transfert et extension de la compétence petite enfance en 2012, mutualisation des services rh, finances, informatique, administration générale en 2015, extension de la compétence voirie et prise de la compétence gemapi en 2018, intégration de nouvelles communes dans le périmètre, extension de la compétence voirie, extension redéfinition de la compétence enfance-jeunesse...).

Les chiffres 2021 correspondent au compte administratif en cours de pointage avec la perception :







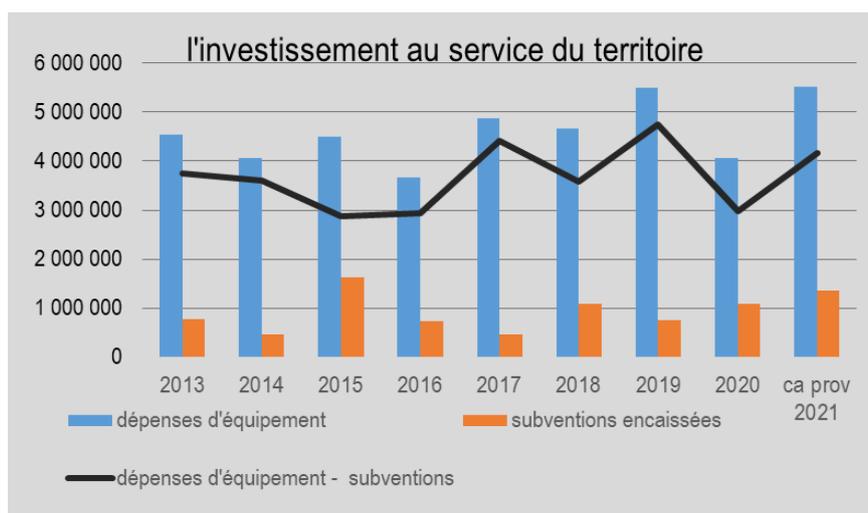


	Montant en €	Montant en € par hab pour		
		CC	Région	France entière
<b> FONCTIONNEMENT </b>				
<b>Total des produits de fonctionnement = A</b>	16 290 150	575	372	382
dont : Produits de fonctionnement réels	15 442 125	545	362	374
.....dont : Impôts locaux	6 829 021	241	282	286
..... Reversements de fiscalité des GFP	-1 602 351	-57	-98	-110
..... Autres impôts et taxes	586 793	21	11	0
..... Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	2 603 400	92	19	58
..... Dotation globale de fonctionnement	1 552 815	55	46	49
..... Autres dotations et participations	2 301 785	81	40	49
..... dont : FCTVA	74 162	3	1	1
..... Produits des services et du domaine	2 379 898	84	47	32
..... dont Redevance d'enlèvement des ordures ménagères	159 099	6	4	3
<b>Total des charges de fonctionnement = B</b>	15 178 999	536	336	340
dont : Charges de fonctionnement réelles	12 936 335	457	297	309
..... dont : Charges de personnel (montant net)	7 060 167	249	146	125
..... Achat et charges externes (montants nets)	4 132 016	146	67	81
..... Charges financières	299 415	11	4	5
..... Subventions versées	193 869	7	25	32
..... Contingents	996 265	35	31	47
Résultat comptable = A - B = R	1 111 151	39	36	43
Capacité d'autofinancement brute = CAF	2 505 790	88	65	65
<b> INVESTISSEMENT </b>				
<b>Total des ressources d'investissement budgétaires=C</b>	6 405 933	226	125	133
dont : Excédents de fonctionnement capitalisés	414 180	15	33	39
..... Dettes bancaires et assimilées(hors ICNE) (1)	1 990 200	70	12	19
..... Autres dettes à moyen long terme	1 074	0	0	1
..... Subventions reçues	1 087 180	38	22	25
..... FCTVA	546 637	19	8	11

..... Autres fonds globalisés d'investissement	0	0	0	0
..... Amortissements	1 516 225	54	31	26
..... Provisions	0	0	0	0
<b>Total des emplois d'investissement budgétaires = D</b>	<b>5 231 825</b>	<b>185</b>	<b>114</b>	<b>130</b>
dont : Dépenses d'équipement	4 123 213	146	85	97
..... Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	806 076	28	17	19
..... Remboursements des autres dettes à moyen long terme	1 271	0	0	0
..... Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0
..... Charges à répartir	0	0	0	0
..... Immobilisations affectées, concédées	0	0	0	0
<b>Besoin de financement résiduel = D - C</b>	<b>-1 174 108</b>	<b>-41</b>	<b>-11</b>	<b>-3</b>
+ Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	0	-0
<b>Besoin de financement de la section d'investissement</b>	<b>- 1 174 108</b>	<b>-41</b>	<b>-11</b>	<b>-3</b>
<b>Résultat d'ensemble</b>	<b>2 285 259</b>	<b>81</b>	<b>47</b>	<b>45</b>

Source dgfip gestion CA 2020 : Nombre de communautés de communes traitées pour la Région : 55 soit 100 % de la Région  
 Nombre de communautés de communes traitées pour la France entière : 820 soit 100% de la France entière

	Montant en €	Montant en € par hab pour		
		CC	Région	France entière
<b>DETTE</b>				
Encours total de la dette au 31 décembre	11 931 026	421	175	198
dont encours des dettes bancaires et assimilées	11 797 644	416	171	194
Encours des dettes bancaires et assimilées retraité du solde du compte 441.21	11 797 644	416	171	194
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	1 101 659	39	21	23
Avances du Trésor (solde au 31/12)	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice	1 306 027	46	160	142



## 3<sup>ème</sup> Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

### ❖ PREAMBULE

✓ Par expérience, et par principe de précaution, pour une année N, on remarque que les prévisions ont toujours été un peu plus pessimistes que la réalité constatée à posteriori, ce qui permet de dégager un résultat à utiliser en N+1.

✓ Les collectivités locales ne doivent jamais être en déficit et ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement.

### ❖ METHODOLOGIE

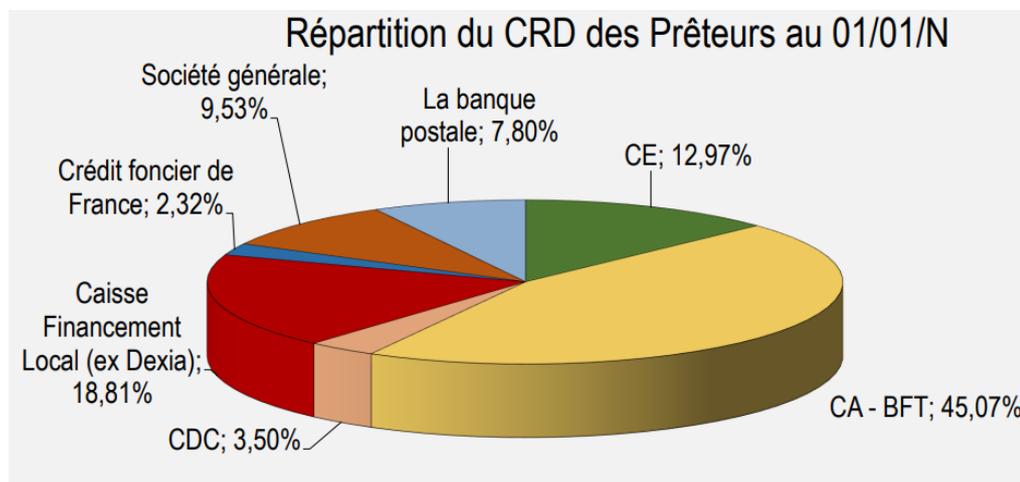
✓ La prospective est réalisée au fil de l'eau. Elle reprend donc les éléments connus ou fortement pressentis à ce jour. A défaut, il est nécessaire de définir des hypothèses aussi réalistes que possible.

Ces dernières sont détaillées dans ce ROB. Elles permettent d'établir une vision de l'avenir qu'il conviendra de corriger en fonction des éléments du débat.

Ce dernier facilitera l'élaboration du budget 2022 tout en anticipant la situation financière de la collectivité à l'horizon 2025. Cet exercice ne prend donc pas en compte le transfert de compétences avec charges supplémentaires ou de changements de périmètre de la communauté de communes du Pays Fléchois.

L'impact financier des changements en matière de collecte des déchets ménagers n'est pas intégré à la prospective car non connu précisément à ce jour.

### ❖ LA DETTE



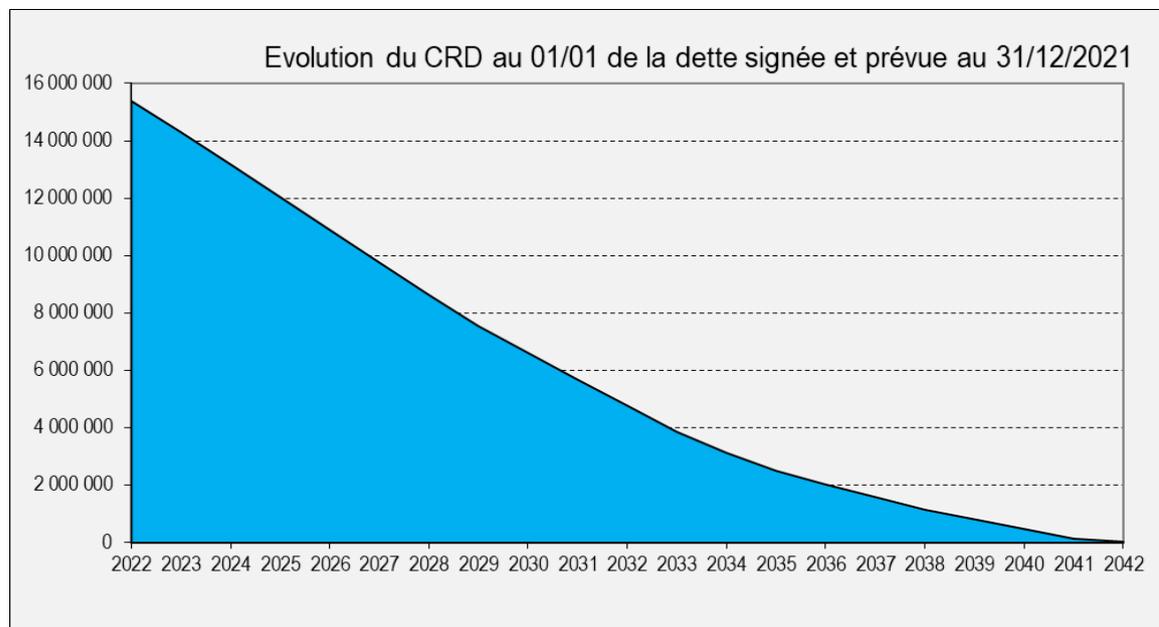
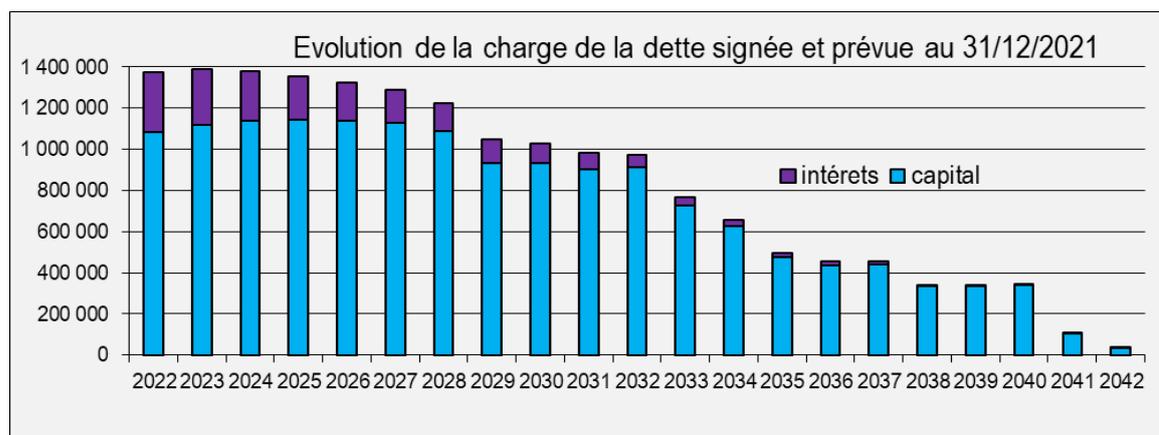
97,79 % de la dette est contractée à taux fixe

✓ Détail de la dette inscrite au budget 2021 et non signée au 31/12

emprunts 2021 non souscrits au 31/12	cumul	à souscrire	à annuler
non ventilables	350 405,87	0,00	350 405,87
parking zone de la bertraie	92 000,00	0,00	92 000,00
parking bouchevereau	-9 000,00	0,00	-9 000,00
dechetterie oizé	100 000,00	0,00	100 000,00
total	533 405,87	0,00	533 405,87

On prend pour hypothèse que ces emprunts ne seront pas souscrits

Environ 18.50 % de notre encours de dette (signé fin 2021) a servi à financer des bâtiments à vocation économique.



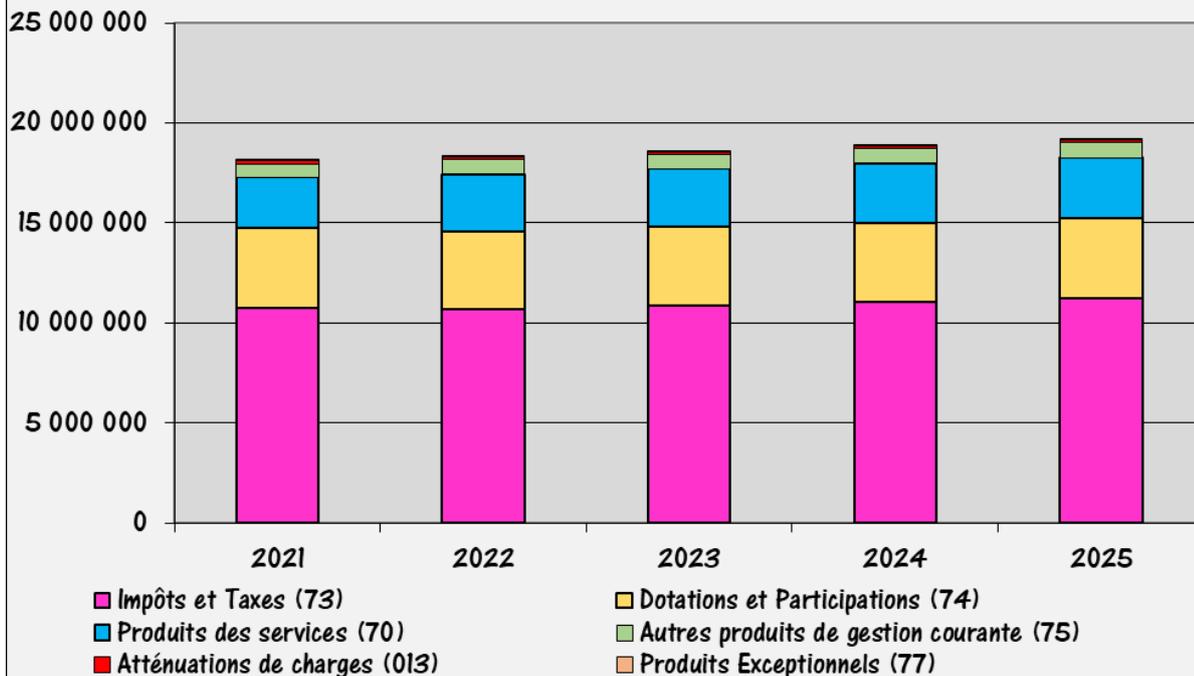
❖ RECETTES DE FONCTIONNEMENT

✓ Sauf précision contraire, les évolutions sont réalisées sur la base du compte administratif 2021 provisoire. les chiffres en rouge correspondent à des données ajoutées ou modifiées par rapport au ROB 2021.

<b>Evolutions N/N-1 Recettes DOB 2022</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (70)</b>				
Mise à disposition de personnels	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
remboursement de frais	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres produits (autres 708...)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Redevance spéciale	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
entrées piscine	80% du CA 2019	2,00%	2,00%	2,00%
Prestations familles (petite enfance)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Prestations familles (enfance jeunesse)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Entrées CHES 70688-903	80% du CA 2019	2,00%	2,00%	2,00%
Autres	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
<b>PRODUITS DOMANIAUX (75)</b>				
Loyers Maisons de Santé 51...	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
produits déchets 812	moyenne 2018/21	2,00%	2,00%	2,00%
Locations MEFE 902	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Locations bâtiments économiques 93...	2% + 40K€	2,00%	2,00%	2,00%
Autres dont ilébulle	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)</b>	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
<b>ATTENUATIONS DE CHARGES (013)</b>	moyenne 2018/21	2,00%	2,00%	2,00%
<b>DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATION (74)</b>				
etat aide Contrats Aidés et autres	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
psu caf petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
pse caf petite enfance	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
psu msa petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres sub petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
psu enfance jeunesse	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
pse enfance jeunesse	0,00%	0,00%	2,00%	2,00%
autres subv enfance jeunesse fete des lacs...	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
caf sport loisirs tep + fds de soutien 42...	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Participation Eco Emballage et autres pour dechets 812	moyenne 2018/21	3,00%	3,00%	3,00%
agence de l'eau marais	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv région marais	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv région contrat TEN	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv gemapi agence de l'eau	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
7488 urba	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
74 autres	-100,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres Subventions	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Dotation d'intercommunalité	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dotation de compensation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dotation de comp de ressources TP 748313 et 14	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Allocations compensatrices TH & CFE autres 7483,...	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fctva	moyenne 2018/21	0,00%	0,00%	0,00%
<b>IMPOTS ET TAXES (73)</b>				
th fb et fnb	4,00%	2,50%	2,50%	2,50%
fiscalité rôles supplémentaires 7318	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
cvae	-10,75%	3,00%	3,00%	3,00%
tascom	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
ifer	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
attribution de compensation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fngir	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fpic ccpf	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fpic communes	néant	0,00%	0,00%	0,00%
teom	4,00%	2,50%	2,50%	2,50%
gemapi	réel 216 k€	0,00%	0,00%	0,00%
taxe de séjour	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fraction de TVA	5,40%	1,50%	1,50%	0,00%
autres	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Impôts et Taxes (73)</b>	<b>10 778 301</b>	<b>10 686 090</b>	<b>10 857 103</b>	<b>11 053 097</b>	<b>11 253 652</b>
TH FB FNB CFE	1 651 963	1 689 872	1 731 938	1 775 053	1 819 241
CVAE	1 184 623	1 057 276	1 067 849	1 099 884	1 132 881
FRACTION DE TVA	3 027 345	3 190 822	3 238 684	3 287 264	3 336 573
TAXE DE SEJOUR	70 770	70 770	70 770	70 770	70 770
AURES CONTRIBUTIONS DIRECTES	521 475	523 444	525 452	527 500	529 589
FNGIR	549 864	549 864	549 864	549 864	549 864
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	315 236	315 236	315 236	315 236	315 236
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	2 634 753	2 740 143	2 808 647	2 878 863	2 950 835
Taxe Gemapi	211 109	216 000	216 000	216 000	216 000
FPIC communauté de communes	332 663	332 663	332 663	332 663	332 663
FPIC communes	278 500	0	0	0	0
<b>Dotations et Participations (74)</b>	<b>4 002 670</b>	<b>3 906 055</b>	<b>3 935 296</b>	<b>3 965 217</b>	<b>3 995 833</b>
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	191 398	191 398	191 398	191 398	191 398
DOTATION DE COMPENSATION	1 351 040	1 351 040	1 351 040	1 351 040	1 351 040
DCRT (dot comp de ressources TP)	292 993	292 993	295 923	298 882	301 871
Allocations compensatrices	257 999	257 999	257 999	257 999	257 999
fctva	30 938	51 588	51 588	51 588	51 588
participations déchets	441 832	412 649	425 028	437 779	450 912
participations petite enfance	720 037	730 482	741 137	752 005	763 090
participations enfance jeunesse	389 279	392 120	395 018	397 974	400 989
participation sport loisirs TEP	16 352	8 176	8 340	8 507	8 677
participation caf ctg	24 726	24 726	24 726	24 726	24 726
participation gens du voyage	0	0	0	0	0
participation emplois aidés	0	0	0	0	0
participation marais	83 544	0	0	0	0
participation agence de l'eau gemapi	63 286	63 286	63 286	63 286	63 286
participation région animateur contrat TEN	0	0	0	0	0
Autres Dotations et Participations	139 246	129 598	129 813	130 033	130 257
<b>Produits des services (70)</b>	<b>2 501 572</b>	<b>2 858 895</b>	<b>2 908 683</b>	<b>2 959 355</b>	<b>3 010 928</b>
mise à disposition de personnel	1 456 271	1 478 115	1 500 287	1 522 791	1 545 633
remb. Frais	214 160	218 443	222 812	227 268	231 813
espace aquatique	92 727	350 437	357 446	364 595	371 887
petite enfance	189 046	192 827	196 684	200 617	204 630
enfance jeunesse	170 507	173 917	177 396	180 944	184 562
ches	174 968	247 178	252 122	257 164	262 307
déchets	168 091	171 453	174 882	178 380	181 947
autres	35 803	26 525	27 055	27 597	28 148
<b>Autres produits de gestion courante (75)</b>	<b>684 905</b>	<b>710 624</b>	<b>724 836</b>	<b>739 333</b>	<b>754 120</b>
maisons de santé	145 610	148 522	151 492	154 522	157 612
déchetterie	182 043	161 278	164 504	167 794	171 150
maison de l'emploi de l'économie et de la formation	92 847	94 703	96 597	98 529	100 500
Bâtiments industriels et tertiaires	260 903	306 121	312 243	318 488	324 858
autres	3 502	0	0	0	0
<b>Atténuations de charges (013)</b>	<b>127 173</b>	<b>120 294</b>	<b>122 700</b>	<b>125 154</b>	<b>127 657</b>
<b>Produits de Fonctionnement Courant</b>	<b>18 094 620</b>	<b>18 281 958</b>	<b>18 548 618</b>	<b>18 842 156</b>	<b>19 142 190</b>
<b>Produits Exceptionnels (77)</b>	<b>28 415</b>	<b>28 983</b>	<b>29 563</b>	<b>30 154</b>	<b>30 757</b>
<b>Reprise sur provisions (78)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat d'exercice N-1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Produits réels de Fonctionnement hors 775</b>	<b>18 123 035</b>	<b>18 310 941</b>	<b>18 578 181</b>	<b>18 872 310</b>	<b>19 172 947</b>

### recettes réelles de fonctionnement



	variation n/n-1							
	en %				en euros			
	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
<b>Impôts et Taxes (73)</b>	-0,86%	1,60%	1,81%	1,81%	-92 211	171 013	195 994	200 555
TH FB FNB CFE	2,29%	2,49%	2,49%	2,49%	37 909	42 066	43 115	44 188
CVAE	-10,75%	1,00%	3,00%	3,00%	-127 347	10 573	32 035	32 997
FRACTION DE TVA	5,40%	1,50%	1,50%	1,50%	163 477	47 862	48 580	49 309
TAXE DE SEJOUR	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
AURES CONTRIBUTIONS DIRECTES	0,38%	0,38%	0,39%	0,40%	1 969	2 008	2 048	2 089
FNGIR	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	4,00%	2,50%	2,50%	2,50%	105 390	68 504	70 216	71 972
Taxe Gemapi	2,32%	0,00%	0,00%	0,00%	4 891	0	0	0
FPC communauté de communes	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
FPC communes	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	-278 500	0	0	0
<b>Dotations et Participations (74)</b>	-2,41%	0,75%	0,76%	0,77%	-96 615	29 241	29 921	30 616
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
DOTATION DE COMPENSATION	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
DCRT (dot comp de ressources TP)	0,00%	1,00%	1,00%	1,00%	0	2 930	2 959	2 989
Allocations compensatrices	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
fctva	66,75%	0,00%	0,00%	0,00%	20 650	0	0	0
participations dechets	-6,61%	3,00%	3,00%	3,00%	-29 183	12 379	12 751	13 133
participations petite enfance	1,45%	1,46%	1,47%	1,47%	10 446	10 655	10 868	11 085
participations enfance jeunesse	0,73%	0,74%	0,75%	0,76%	2 841	2 898	2 956	3 015
participation sport loisirs TEP	-50,00%	2,01%	2,00%	2,00%	-8 176	164	167	170
participation caf ctg	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
participation gens du voyage	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0
participation emplois aidés	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0
participation marais	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	-83 544	0	0	0
participation agence de l'eau gemapi	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
participation région animateur contrat TEN	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0
Autres Dotations et Participations	-6,93%	0,17%	0,17%	0,17%	-9 649	215	220	224
<b>Produits des services (70)</b>	14,28%	1,74%	1,74%	1,74%	357 323	49 787	50 672	51 573
mise à disposition de personnel	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	21 844	22 172	22 504	22 842
remb. Frais	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	4 283	4 369	4 456	4 545
espace aquatique	277,92%	2,00%	2,00%	2,00%	257 710	7 009	7 149	7 292
petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3 781	3 857	3 934	4 012
enfance jeunesse	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3 410	3 478	3 548	3 619
ches	41,27%	2,00%	2,00%	2,00%	72 210	4 944	5 042	5 143
déchets	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3 362	3 429	3 498	3 568
autres	-25,91%	2,00%	2,00%	2,00%	-9 278	531	541	552
<b>Autres produits de gestion courante (75)</b>	3,76%	2,00%	2,00%	2,00%	25 719	14 212	14 497	14 787
maisons de santé	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2 912	2 970	3 030	3 090
déchetterie	-11,41%	2,00%	2,00%	2,00%	-20 765	3 226	3 290	3 356
maison de l'emploi de l'économie et de la formation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	1 856	1 894	1 932	1 971
Bâtiments industriels et tertiaires	17,33%	2,00%	2,00%	2,00%	45 218	6 122	6 245	6 370
autres	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	-3 502	0	0	0
<b>Atténuations de charges (013)</b>	-5,41%	2,00%	2,00%	2,00%	-6 879	2 406	2 454	2 503
<b>Produits de Fonctionnement Courant</b>	1,04%	1,46%	1,58%	1,59%	187 338	266 660	293 538	300 034
<b>Produits Exceptionnels (77)</b>	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	568	580	591	603
Reprise sur provisions (78)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0
Résultat d'exercice N-1	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	0
<b>Produits réels de Fonctionnement hors 775</b>	1,04%	1,46%	1,58%	1,59%	187 906	267 240	294 129	300 637

## ❖ DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

✓ Sauf précision contraire, les évolutions sont réalisées sur la base du compte administratif 2021 provisoire. Les chiffres en rouge correspondent à des données ajoutées ou modifiées par rapport au ROB 2021.

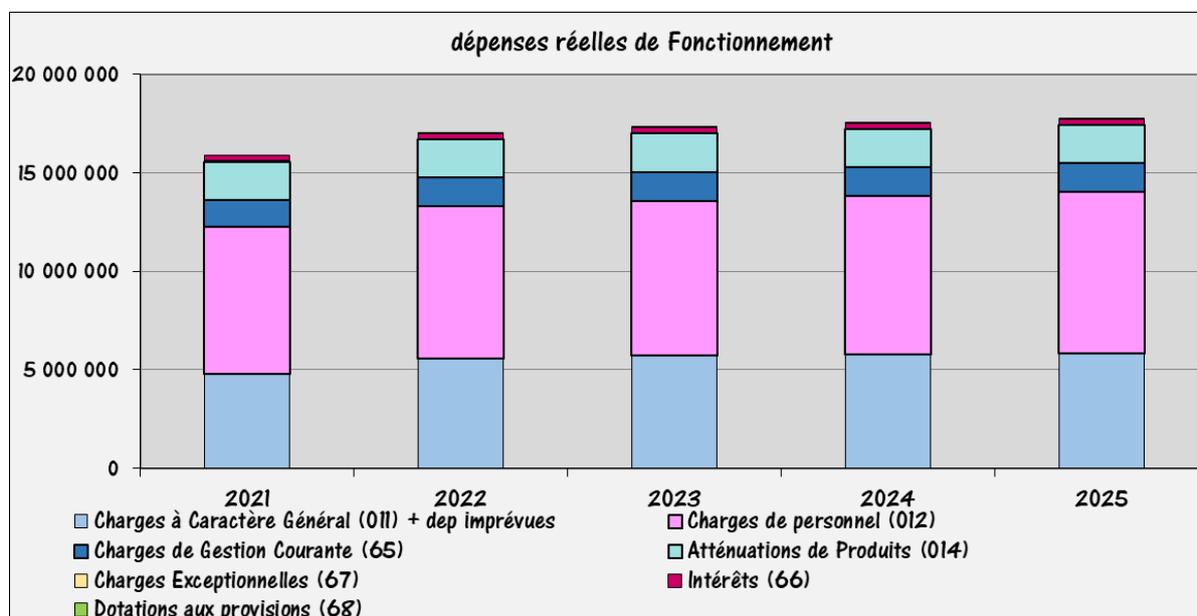
✓ Focus sur la masse salariale

Etat récapitulatif financier (source RH) : évolution CA 2021 / besoin 2022, soit environ 286 000 € dont les principales évolutions sont présentées ci-après :

- + 80 000 € pour la revalorisation du smic en octobre 2021 et janvier 2022 ainsi que les grilles indiciaires des catégories C.
- + 52 000 € pour le GVT (1.2% sur les salaires chargés des fonctionnaires)
- + 6 500 € d'augmentation de cotisation pour le centre de gestion
- + 90 000 € pour le financement du poste de mission santé (remboursé à 50 % par Sablé) et un poste d'instructeur des droits du sol (remboursé à 100%)
- + 15 000 € pour la rémunération soit d'apprentis, stagiaire, VTA, autres emplois aidés.
- +18 500 € pour la cotisation assurance risque statutaire
- + 8 000 € pour les allocations chômage versées directement par la collectivité.

Evolutions N/N-1 Dépenses DOB 2022	2022	2023	2024	2025
<b>ACHATS (011)</b>	cf fin de tableau	2,50%	1,00%	1,00%
<b>PERSONNEL (012)</b>	cf focus rh	1,50%	1,50%	1,50%
<b>AUTRES CHARGES D EXPLOITATION (65)</b>				
indemnités élus	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%
contingent incendie	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
participation pays vallée du loir hors tourisme	3% + 103 k€	-103 k€	1,00%	1,00%
subvention office du tourisme	-103 k€	+103 k€	0,00%	0,00%
subv action Eco (Mission Locale, anim en fleche, outil en main)	BP	0,00%	0,00%	0,00%
subv professionnels de santé	BP	0,00%	0,00%	0,00%
subv habitat croix rouge	BP	0,00%	0,00%	0,00%
contribution syndicat mixte gens du voyage	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
subvention déchet syndicat val de loir (la fontaine oizé)	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
contribution syndicat gemapi	2,00%	5,00%	5,00%	5,00%
Sub alsh	BP	0,00%	0,00%	0,00%
Autres Subventions	BP	0,00%	0,00%	0,00%
anv	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
autres 65	BP	2,00%	2,00%	2,00%
<b>FRAIS FINANCIERS (66)</b>				
intérêts échéancier dette	dette signée	dette signée	dette signée	dette signée
variation icnes	dette signée	dette signée	dette signée	dette signée
intérêts ligne de trésorerie	forfait 10 k€	0,00%	0,00%	0,00%
<b>ATTENUATIONS DE RECETTES (014)</b>				
attribution de compensation	réel calculé	0,00%	0,00%	0,00%
contribution redressement des finances publiques	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres atténuations de produits	BP	2,00%	2,00%	2,00%
<b>DEPENSES IMPREVUES (022)</b>	nouveau 150 k€	0,00%	0,00%	0,00%
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)</b>	moyenne 2018/21	2,00%	2,00%	2,00%
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES (68)</b>	BP	0,00%	0,00%	0,00%
commentaires : A = BP 2021 (4 997 k€) +0,5% - 100k€ sous consommation 2021 + 100 k€ electricité + 40 k€ gaz + 100 k€ gros entretien du patrimoine				

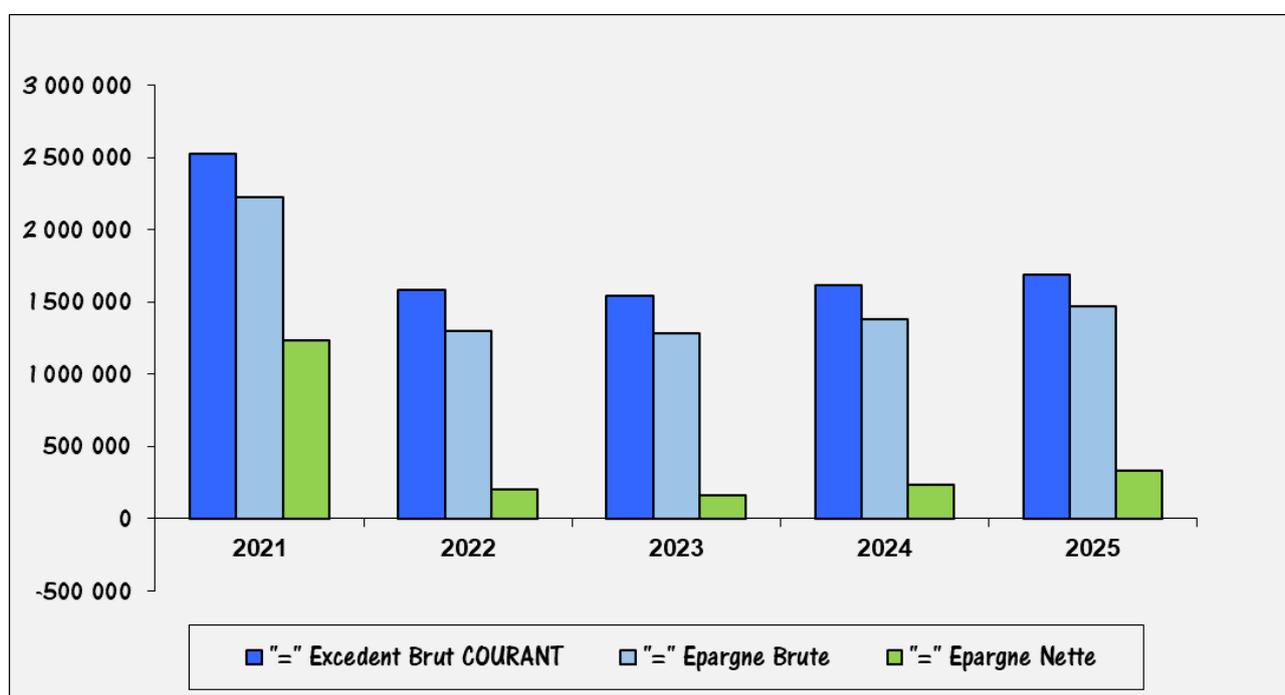
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Charges à Caractère Général (011) + dep imprévues</b>	4 778 607	5 586 692	5 722 609	5 778 335	5 834 618
<b>Charges de personnel (012)</b>	7 462 057	7 712 057	7 866 298	8 023 624	8 184 096
<b>Charges de Gestion Courante (65)</b>	1 379 074	1 453 791	1 463 925	1 475 826	1 487 990
indemnités élus	146 117	146 848	147 582	148 320	149 062
contingent incendie	521 846	521 846	527 064	532 335	537 658
participation pays vallée du loir	147 971	255 410	152 410	153 934	155 473
participation OTVL (tourisme)	275 043	172 043	275 043	275 043	275 043
participation syndicat gens du voyage	45 331	46 011	46 701	47 402	48 113
subventions déchets val de loir la fontaine oizé	33 316	34 981	36 730	38 567	40 495
contribution syndicat gemapi	34 169	34 852	36 595	38 425	40 346
subvention alsh	49 931	67 500	67 500	67 500	67 500
autres subventions	124 125	169 300	169 300	169 300	169 300
autres	1 225	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>Atténuations de Produits (014)</b>	1 948 767	1 949 905	1 949 941	1 949 978	1 950 015
Attribution de compensation Versée	1 919 827	1 920 177	1 920 177	1 920 177	1 920 177
Autres atténuations de Produits	28 940	29 728	29 764	29 801	29 838
<b>Charges de fonctionnement Courant</b>	<b>15 568 505</b>	<b>16 702 446</b>	<b>17 002 773</b>	<b>17 227 763</b>	<b>17 456 719</b>
<b>Charges Exceptionnelles (67)</b>	39 769	21 856	22 293	22 739	23 194
<b>Dotations aux provisions (68)</b>	0	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>Charges de Fonctionnement hors intérêts</b>	<b>15 608 274</b>	<b>16 729 302</b>	<b>17 030 066</b>	<b>17 255 502</b>	<b>17 484 913</b>
<b>Intérêts (66)</b>	287 770	287 000	265 910	240 998	215 208
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>15 896 043</b>	<b>17 016 302</b>	<b>17 295 976</b>	<b>17 496 500</b>	<b>17 700 121</b>



	variation n/n-1							
	en %				en euros			
	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
<b>Charges à Caractère Général (011) + dep imprévues</b>	16,91%	2,43%	0,97%	0,97%	808 085	135 917	55 726	56 283
<b>Charges de personnel (012)</b>	3,35%	2,00%	2,00%	2,00%	250 000	154 241	157 326	160 472
<b>Charges de Gestion Courante (65)</b>	5,42%	0,70%	0,81%	0,82%	74 717	10 134	11 901	12 164
indemnités élus	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	731	734	738	742
contingent incendie	0,00%	1,00%	1,00%	1,00%	0	5 218	5 271	5 323
participation pays vallée du loir	72,61%	-40,33%	1,00%	1,00%	107 439	-103 000	1 524	1 539
participation OTVL (tourisme)	-37,45%	59,87%	0,00%	0,00%	-103 000	103 000	0	0
participation syndicat gens du voyage	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	680	690	701	711
subventions déchets val de loir la fontaine oizé	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	1 665	1 749	1 837	1 928
contribution syndicat gemapi	2,00%	5,00%	5,00%	5,00%	683	1 743	1 830	1 921
subvention alsh	35,19%	0,00%	0,00%	0,00%	17 569	0	0	0
autres subventions	36,40%	0,00%	0,00%	0,00%	45 175	0	0	0
autres	308,13%	0,00%	0,00%	0,00%	3 775	0	0	0
<b>Atténuations de Produits (014)</b>	0,06%	0,00%	0,00%	0,00%	1 138	36	37	37
Attribution de compensation Versée	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	350	0	0	0
Autres atténuations de Produits	2,72%	0,12%	0,12%	0,12%	788	36	37	37
<b>Charges de fonctionnement Courant</b>	<b>7,28%</b>	<b>1,80%</b>	<b>1,32%</b>	<b>1,33%</b>	<b>1 133 941</b>	<b>300 327</b>	<b>224 990</b>	<b>228 956</b>
<b>Charges Exceptionnelles (67)</b>	-45,04%	2,00%	2,00%	2,00%	-17 913	437	446	455
<b>Dotations aux provisions (68)</b>	#DIV/0!	0,00%	0,00%	0,00%	5 000	0	0	0
<b>Charges de Fonctionnement hors intérêts</b>	<b>7,18%</b>	<b>1,80%</b>	<b>1,32%</b>	<b>1,33%</b>	<b>1 121 028</b>	<b>300 764</b>	<b>225 436</b>	<b>229 411</b>
<b>Intérêts (66)</b>	-0,27%	-7,35%	-9,37%	-10,70%	-770	-21 090	-24 912	-25 790
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>7,05%</b>	<b>1,64%</b>	<b>1,16%</b>	<b>1,16%</b>	<b>1 120 258</b>	<b>279 674</b>	<b>200 524</b>	<b>203 621</b>

## ❖ LES EPARGNES ET L'ENDETTEMENT

	2021	2022	2023	2024	2025
Produits de Fonctionnement Courant	18 094 620	18 281 958	18 548 618	18 842 156	19 142 190
Charges de Fonctionnement Courant	15 568 505	16 702 446	17 002 773	17 227 763	17 456 719
<b>"=" Excedent Brut COURANT</b>	<b>2 526 115</b>	<b>1 579 512</b>	<b>1 545 845</b>	<b>1 614 393</b>	<b>1 685 471</b>
Produits Exceptionnels	28 415	28 983	29 563	30 154	30 757
Charges Exceptionnelles	39 769	21 856	22 293	22 739	23 194
Dotations aux provisions (68)	0	5 000	5 000	5 000	5 000
Reprise sur provisions (78)	-	-	-	-	-
<b>"=" Epargne de Gestion</b>	<b>2 514 762</b>	<b>1 581 639</b>	<b>1 548 115</b>	<b>1 616 808</b>	<b>1 688 034</b>
Intérêts (dette existante)	287 770	287 000	265 910	240 998	215 208
<b>"=" Epargne Brute</b>	<b>2 226 992</b>	<b>1 294 639</b>	<b>1 282 205</b>	<b>1 375 810</b>	<b>1 472 826</b>
Capital (dette consolidée + prévue)	993 965	1 090 000	1 121 000	1 138 000	1 143 000
<b>"=" Epargne Nette</b>	<b>1 233 027</b>	<b>204 639</b>	<b>161 205</b>	<b>237 810</b>	<b>329 826</b>



Le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé Capacité de désendettement. Ce ratio, qui rapporte l'épargne brute à l'encours de la dette, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une collectivité locale. Il permet de répondre à la question suivante : en combien d'années une collectivité pourrait-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ?

Pour autant, cet indicateur ne peut résumer à lui seul la totalité d'une analyse financière. Il doit être mis en perspective. En effet, une collectivité locale en phase d'investissement et donc d'endettement peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices pour le ramener progressivement vers des niveaux acceptables.

<b>EVOLUTION EXTINCTION DE LA DETTE EXISTANTE</b>				
	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<b>ENDETTEMENT AU 01/01/N</b>	<b>15 386 518</b>	<b>14 300 907</b>	<b>13 179 990</b>	<b>12 042 389</b>
Encours dette existante au 01/01	15 386 518	14 300 907	13 179 990	12 042 389
Encours dette 202 à réaliser	0	0	0	0
Encours dette complémentaire budget n et n+...	0	0	0	0
<b>EPARGNE BRUTE hors dette complémentaire</b>	<b>1 294 639</b>	<b>1 282 205</b>	<b>1 375 810</b>	<b>1 472 826</b>
intérêts de la dette complémentaire	0	0	0	1
<b>EPARGNE BRUTE COMPRIS dette complémentaire</b>	<b>1 294 639</b>	<b>1 282 205</b>	<b>1 375 810</b>	<b>1 472 825</b>
<b>EXTINCTION DE LA DETTE</b>	<b>11,88</b>	<b>11,15</b>	<b>9,58</b>	<b>8,18</b>

### ❖ L'INVESTISSEMENT

La collectivité devra donc se fixer des objectifs permettant de garantir les grands équilibres (niveau de service à rendre, pression fiscale, marges brutes et nettes, politique de dette, volume d'investissements...) dans le respect du projet de territoire qui reste à finaliser. Il conviendra de mettre en perspective les investissements de la suite du mandat courant 2022. Un plan pluriannuel d'investissement sera proposé avant le ROB 2023.

En 2022, La communauté de commune financera en priorité ses investissements récurrents (programme de voirie, matériels et véhicules déchets environnement, informatique et divers « petits investissements »), les travaux extérieurs de l'Ilébulle pour lesquels les subventions sont certaines, les contrats signés pour le marais et TEN, la maîtrise d'œuvre de la déchetterie.

## 4<sup>ème</sup> Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DES BUDGETS ANNEXES

Un ROB doit être réalisé pour les budgets annexes.

### ❖ LES ZONES D'ACTIVITE

Les 4 parcs d'activités (Aubrière, Bertraie, Espérance, Monnerie) ont été regroupés dans un seul budget en 2021.

Des parcelles sur la zone d'activité économique de la Monnerie située boulevard de l'Europe devraient être vendues. Le produit sera réaffecté à la construction des voies et réseaux nécessaires aux dessertes des parcelles ainsi qu'à des travaux sur la première tranche de cette même zone d'activité. Les études sont en cours.

Si besoin un emprunt sera réalisé pour financer les travaux en attendant les ventes. Cet emprunt pourra être porté par le budget annexe ou par le budget général qui ferait une



---